

NUCLÉAIRE

L'Iran lève les scellés à son usine d'Ispahan

Page A 5



ATHLÉTISME

Perdita Felicien éliminée au 100 m haies

Page B 6

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVI N° 180

LE JEUDI 11 AOÛT 2005

87c + TAXES = 1\$

Ça baigne pour Agassi

... et beaucoup de pluie pour les autres

Si on ne s'était pas retenu, et si cela n'était allé à l'encontre des us du tennis, on aurait psalmodié des extraits choisis de *La Marseillaise*, hier, dans les parages bucoliques du parc Jarry. Ou peut-être de *Douce France*. Ou alors, si on se sentait l'âme rebelle, d'*Aux armes et cætera*.

C'est que, des 32 joueurs toujours en lice en simple à la coupe Rogers, on retrouvait cinq représentants de la France. Et le hasard qui préside au tirage au sort, ce coquin qui n'en rate jamais une, a voulu que quatre d'entre eux s'affrontent directement dès le deuxième tour. Enfin, pas les quatre en

même temps, mais deux par deux, c'est-à-dire un contre un, mais deux fois. Et à peu près en même temps, mais pas tout à fait (l'un a commencé cinq minutes avant l'autre). Le tennis peut parfois être très compliqué.

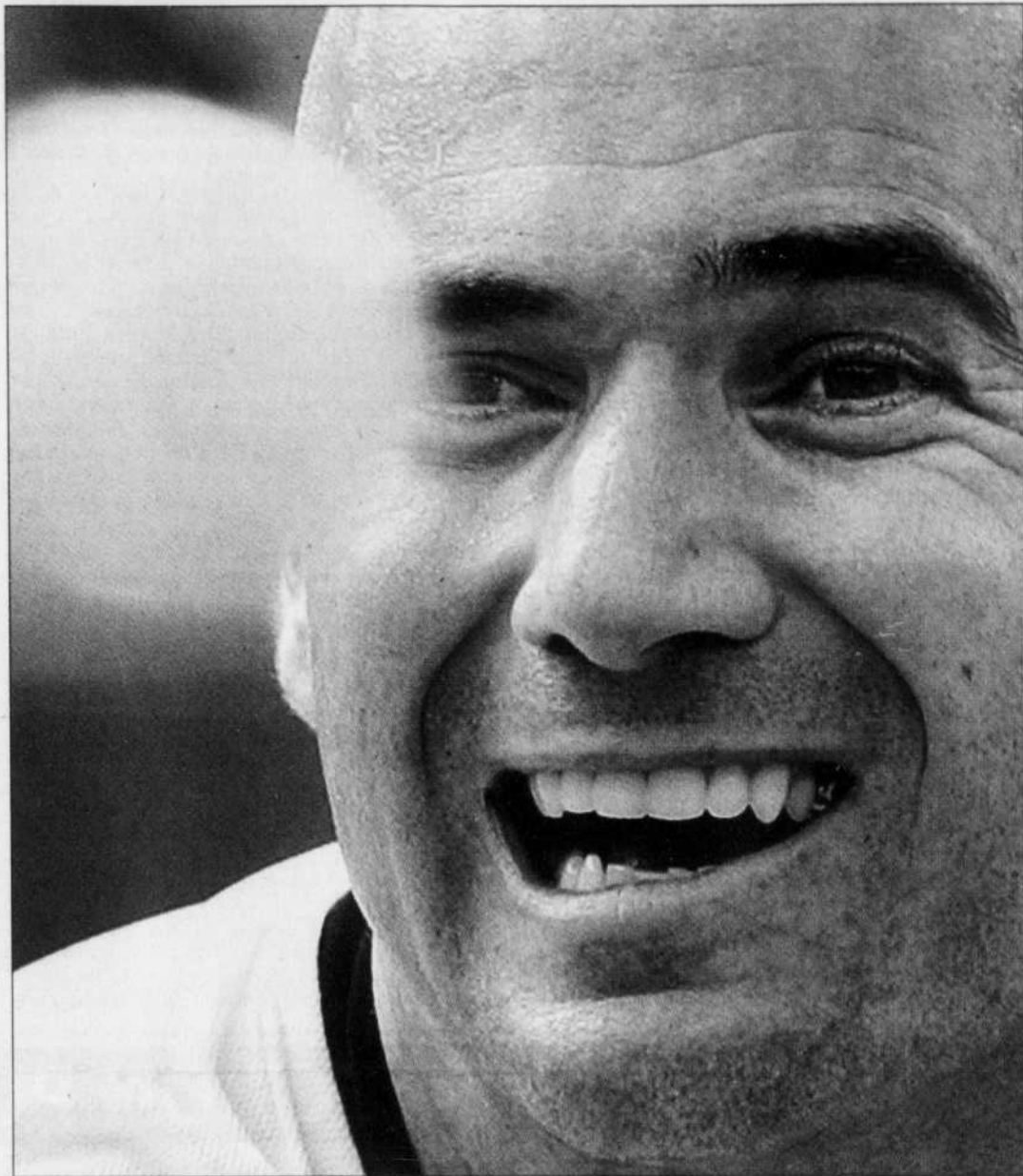
Toujours est-il que le duel à deux le plus suivi mettait aux prises Richard Gasquet et Sébastien Grosjean, les deux premiers joueurs de l'Hexagone. Une sorte d'illustration de ce que peut représenter un changement de la garde en train de se faire.



Jean Dion

Depuis le 14 mai 2001, Grosjean trônait sur le tennis français; le 20 juin dernier, après avoir remporté le tournoi de Nottingham sans que vous ne vous en rendiez compte, Gasquet l'a supplanté. À 19 ans, il a atteint le 18^e rang mondial. Grosjean, à 27 ans, est 34^e.

L'un a donc grandi en admirant l'autre, et ils s'affrontaient pour de vrai pour la première fois, hier. Et c'était tellement intense que le ciel s'est déchainé, avec des éclairs et du tonnerre suivis d'une tonne de flotte et tout le bataclan, forçant la suspension du match pendant plusieurs heures au moins alors que Gasquet menait 5-3. De celui-là, et de l'autre, qui réunissait



SHAUN BEST REUTERS

«Je suis le meilleur joueur de plus de 30 ans», dit Andre Agassi.

Le pari de Charest n'est pas gagné

Le financement accru de l'éducation post-secondaire n'est pas la priorité de toutes les provinces

ANTOINE ROBITAILLE

Banff — Y aura-t-il un front commun des provinces pour réclamer d'Ottawa un financement accru en matière d'éducation post-secondaire? C'est l'objectif que s'est fixé le premier ministre Jean Charest pour la réunion du Conseil de la fédération, mais il sera difficile à atteindre. Car chacun des 10 premiers ministres provinciaux s'est pointé à Banff avec ses propres priorités, qui vont parfois dans d'autres directions. En point de presse, M. Charest a affirmé hier matin que la majorité des premiers ministres «souscrit à cette volonté, mais pas la totalité».

Certains premiers ministres aimeraient faire avancer d'autres dossiers en priorité. Par exemple, même si Québec le considère comme un allié dans le dossier de l'éducation, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, souhaite un consensus des provinces en faveur de l'énergie nucléaire, ce qui va à l'encontre des orientations et priorités du Québec. Le premier ministre albertain, Ralph Klein, veut surtout parler de développement économique, de compétitivité et de renforcement du Conseil de la fédération.

Les premiers ministres du Manitoba, Gary Doer, et de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, veulent bien parler de financement de l'éducation, mais dans une perspective beaucoup plus large, qui inclurait toute la question de la formation et du perfectionnement des travailleurs, en vue d'accroître la position concurrentielle du Canada dans le monde. «Franchement, si on fait une conférence fédérale-provinciale uniquement pour parler d'argent, on n'accomplira rien», a tranché M. Campbell, en point de presse, à propos de la proposition du Québec. «Nous devons définir quel est l'ordre du jour du pays. Comment faire pour faire avancer le Canada. Nous avons besoin d'une économie fondée sur une main-d'œuvre qualifiée. Nous avons besoin d'une



La majorité des premiers ministres «souscrit à cette volonté, mais pas la totalité», dit Jean Charest

VOIR PAGE A 8: CHAREST

Malaise et déception chez les « purs et durs »

L'arrivée du nouveau couple vice-royal à Rideau Hall crée des remous

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — L'arrivée à Rideau Hall en septembre prochain de Michaëlle Jean et de son mari, Jean-Daniel Lafond, soulève malaises et déceptions dans les rangs souverainistes, particulièrement au sein de la frange plus «pure et dure» du mouvement. Au point où le fervent journal indépendantiste *Le Québécois* publiera un texte dans son édition de septembre pour évoquer les fréquentations felquistes du cinéaste Jean-Daniel Lafond ainsi que son passé «indépendantiste», tout en dénonçant la «récupération» de cette nomination par le gouvernement fédéral.



Jean-Daniel Lafond

À l'aise avec la nomination de Michaëlle Jean au poste de gouverneur général, puisque cette dernière n'a jamais pris de position politique dans le passé, c'est plutôt l'entrée en scène de Jean-Daniel Lafond en tant que prince consort qui irrite certains souverainistes, qui se sentent «trahis» par le cinéaste.

L'auteur de l'article, l'écrivain René Boulanger, qui dit connaître personnellement M. Lafond, a donc pris la plume pour le dénoncer dans le reste du pays. Un pari qui semble sur la bonne voie d'être gagné, puisque le quotidien torontois *The Globe and Mail* devait parler

VOIR PAGE A 8: MALAISE

L'éditorial de Josée Boileau en page A 6

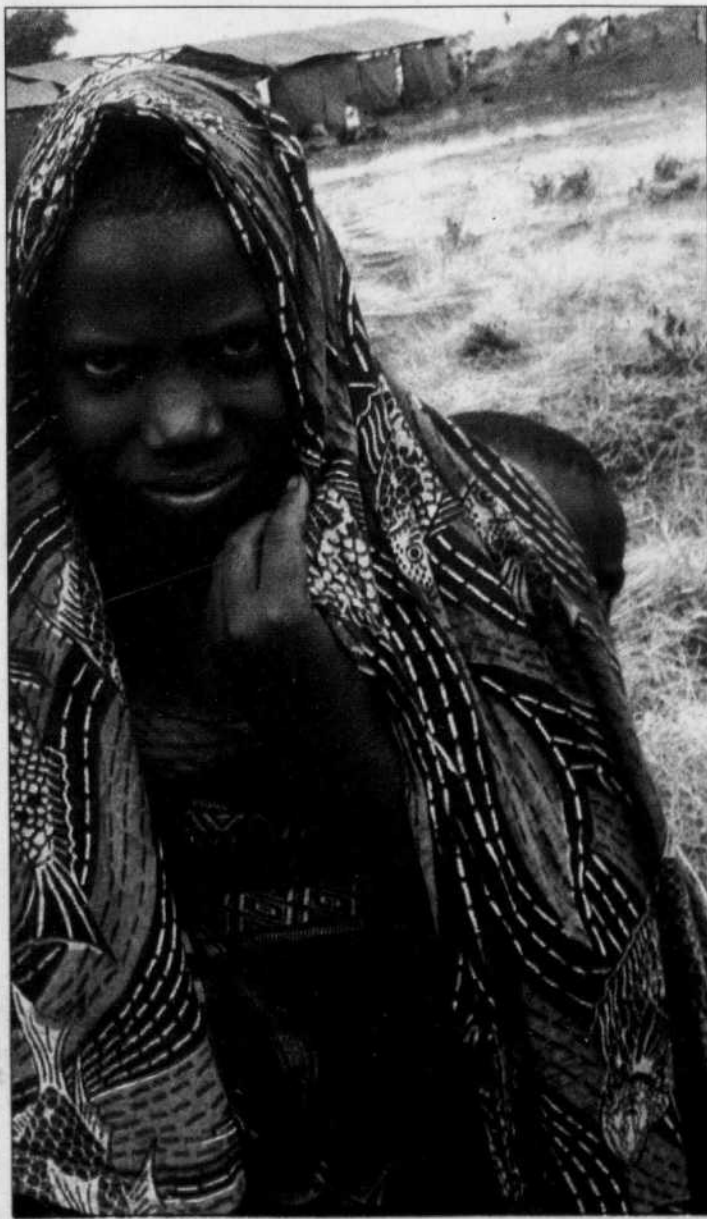
INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 5	Météo.....	B 5
Culture.....	B 8	Monde.....	A 5
Décès.....	B 4	Mots croisés.....	B 5
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

FEMMES AFRICAINES (3)

Se prostituer pour survivre

Plus de 30 000 enfants sont victimes du commerce du sexe en Tanzanie



AGENCE FRANCE-PRESSE

L'histoire de la plupart des filles prostituées se résume ainsi: elles ont été recrutées dans leur campagne pauvre (la population tanzanienne est à 70 % rurale) avec la promesse d'un emploi d'aide domestique et celle d'une vie meilleure. Une vie meilleure? Oui, simplement pouvoir dormir dans un vrai lit et manger tous les jours.

Les femmes africaines sont l'espoir d'un continent qui croule sous les mauvaises nouvelles: guerres, sida, corruption, famines. Partout elles s'engagent pour améliorer le sort des leurs. Notre collaboratrice s'est rendue aux quatre coins du continent africain. Elle nous livre ici le troisième d'une série de cinq articles.

MONIQUE DURAND

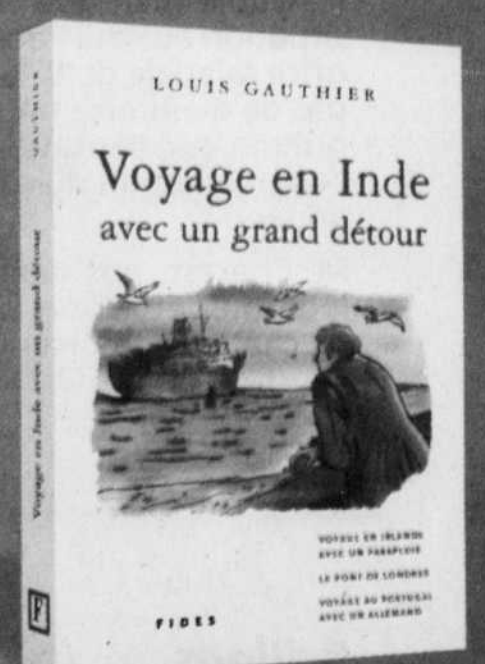
Fin de journée à Dar es-Salaam, principale ville de la Tanzanie avec ses deux millions d'habitants. C'est le mois de mars, le plus chaud de l'année dans ce pays de l'Est africain, ancienne colonie britannique, qui compte 36 millions d'habitants. Il fait 35 degrés à l'ombre. Le taxi avance à un rythme de tortue. Comme tous les soirs, invariablement, la ville entière est paralysée dans la fumée bleue des moteurs. Autour de nous, dans le soleil incandescent de fin de journée, une joyeuse pagaille: des taxis collectifs archi-bondés, de jeunes vendeurs de morceaux de canne à sucre, ou de journaux, ou de briquets, ou d'autres colifichets qui cherchent mon regard, des femmes avançant dans la poussière de la ville avec de larges plateaux remplis de bananes et d'ananas sur la tête, des enfants qui courent partout, des cris, des klaxons.

Nous voilà à Buguruni, quartier grouillant de «Dar», comme on dit ici. Le taxi s'engouffre dans une rue crevassée, bordée de boutiques aux murs de plywood, portant les noms de Noel Barber, Lulu Fashions, Mars Clinic. Nous

VOIR PAGE A 8: FEMMES

... une œuvre originale, [...] celle d'un styliste exceptionnel

Réginald Martel, *La Presse*



Voyage en Inde avec un grand détour Louis Gauthier

256 pages • 24,95 \$ www.editionsfides.com



• LES ACTUALITÉS •

Quatre cents chambres dans l'ancienne Gazette

JEANNE CORRIVEAU

Les anciens édifices appartenant à *The Gazette*, rue Saint-Antoine, accueilleront un complexe hôtelier de 400 chambres à l'automne 2007. La Société de développement de Montréal (SDM) a décidé de céder à Atlific Hotels les trois immeubles ainsi qu'un terrain vacant adjacent au site pour la somme de 10 millions de dollars.

Atlific, dont le siège social est situé à Montréal, est une filiale d'Ocean Properties, une compagnie américaine de Portsmouth, dans le New Hampshire, qui possède 66 hôtels en Amérique du Nord. Au Canada, l'entreprise compte 30 hôtels, dont quatre à Montréal, parmi lesquels figure le Château Champlain.

À la suite du déménagement de *The Gazette* dans de nouveaux bureaux situés sur la rue Sainte-Catherine, la SDM, une société paramunicipale, s'était portée acquéreur, en novembre 2003, des trois immeubles appartenant au quotidien ainsi que d'un terrain vacant situé à l'angle des rues Saint-Antoine et Saint-Pierre pour la somme de 7,5 millions. Elle avait déjà l'intention de revendre la propriété à un promoteur désireux d'y réaliser un projet de développement.

À la suite d'un appel d'offres, onze propositions lui ont été soumises et c'est celle d'Atlific que la SDM a finalement retenue. Lors de leur réunion hebdomadaire tenue hier, les membres du comité exécutif de la Ville de Montréal ont entériné la transaction.

Atlific entend déployer son complexe hôtelier dans les trois immeubles existants et compte construire une tour de 17 étages pour accueillir les chambres régulières alors que les suites seront logées dans les bâtiments historiques de la rue Saint-Jacques. Un étage complet sera réservé à des salles de réunions alors qu'un spa et un centre sportif seront aménagés au 250 Saint-Antoine. Le projet comportera également des bureaux ainsi que des unités d'habitations. Lié par une voie piétonnière au Quartier international, le complexe hôtelier pourra profiter des activités liées au Palais des congrès et servir de quartier général pour les organisateurs de congrès.

Si la proposition d'Atlific a été retenue, c'est notamment parce que l'entreprise hôtelière a démontré un souci de conservation des éléments patrimoniaux des édifices, souligne-t-on dans les documents soumis au comité exécutif de la Ville. L'entreprise aménagera d'ailleurs l'entrée de son complexe dans la salle où logeaient autrefois les presses du quotidien anglophone.

L'ensemble du projet est évalué à 110 millions et les travaux devraient débuter d'ici la fin de l'année et se terminer en 2007.

Le Devoir

Des pistes de solutions pour rétablir le système de santé

L'Alliance sur les temps d'attente publie son rapport final

FRÉDÉRIQUE DOYON

L'Alliance sur les temps d'attente (ATA) propose maintenant ses solutions au gouvernement, de l'ordre de trois milliards en cinq ans, pour que les patients aient accès aux soins médicaux dans des délais raisonnables.

Le regroupement d'associations médicales a dévoilé hier son rapport final sur les temps d'attente, quelques mois après avoir fixé des points de repère dans cinq domaines: les soins cardiaques, l'oncologie, l'imagerie diagnostique, l'arthroplastie et le rétablissement de la vue.

Depuis le rapport préliminaire publié en avril dernier, certains de ces points de repère ont d'ailleurs pu être ajustés en fonction des témoignages entendus lors de consultations publiques qui se sont déroulées entre-temps. Le temps d'attente pour les perfusions cardiaques a notamment été révisé à la baisse, de 30 à 15 jours, pour les cas prévus non urgents.

Mais l'apport le plus important de ce document final consiste en un ensemble de stratégies dont les gouvernements devraient tenir compte dans la mise en œuvre des objectifs de temps d'attente. «On a proposé des pistes de solution pour savoir comment rétablir le système», rapporte au *Devoir* Normand Laberge, coprésident de l'ATA, qui déplore que la question ne soit pas à l'ordre du jour de la rencontre des premiers ministres provinciaux en Alberta.

En imagerie diagnostique, par exemple, «il y a 35 millions d'exams par année, c'est plus qu'un examen par Canadien. Le problème, c'est que 10 % de ces tests sont inutiles, ont déjà été faits ou découlent d'une erreur du médecin», qui ne peut pas toujours suivre l'évolution extrêmement rapide des nouvelles technologies dans ce secteur, explique M. Laberge. On propose donc une façon d'éliminer ces tests inutiles, qui équivalent à la charge de travail de 226 radiologistes, ainsi libérés pour les patients en attente.



RICHARD CHUNG REUTERS

Un hôpital de Toronto. L'ATA demande notamment aux gouvernements de devancer de 21 mois la mise en place des objectifs de temps d'attente, soit pour le 31 mars 2006.

Autre exemple, on veut accélérer la digitalisation de la radiologie, qui fonctionne pour l'instant encore «avec un fil», s'exclame M. Laberge. Ce changement de méthode ferait augmenter la productivité de 15 %, selon le rapport. «Avec ses mesures, on a déjà réglé une partie des problèmes sans avoir dépensé un sou.»

L'ATA recommande en outre la mise sur pied d'un fonds de deux milliards (en cinq ans) pour faciliter la transférabilité des patients d'un établissement provincial à l'autre pour qu'ils puissent avoir accès aux soins requis. Un plan de gestion devrait aussi être élaboré (un milliard en cinq ans) pour augmenter les possibilités de formation de niveau pré-doctoral et ainsi pallier les manques de ressources humaines de la santé.

Enfin, dans la foulée du jugement de la Cour suprême,

Le Devoir

Une marina au Vieux-Port de Montréal

JEANNE CORRIVEAU

Une marina pouvant accueillir 200 bateaux de plaisance sera aménagée cet automne au quai de l'Horloge, dans le Vieux-Port de Montréal, a annoncé hier la Ville de Montréal. Le projet piloté par le Yacht Club de Montréal vise à pallier la pénurie d'infrastructures nautiques dans la région métropolitaine.

Selon une étude menée en 2002 par la Société du Vieux-Port, la popularité de la navigation de plaisance serait en hausse et la région de Montréal ne disposerait pas d'un nombre suffisant de places à quai pour répondre à la demande. C'est ce constat qui a incité la Société du Vieux-Port à envisager la

construction d'une marina sur son site. «Il y a un taux d'occupation de 98 % dans presque toutes les marinas et il y a aussi des listes d'attente», a expliqué hier Marie Tellier, directrice du développement à la Société du Vieux-Port. Dans notre port d'escale, nous disposons de 95 places, poursuit-elle. Mais depuis quelques années, nous recevons de plus en plus de demandes pour des saisonniers, ce qui est contraire à la mission du port d'escale qui accueille plutôt des bateaux pour de courtes durées.»

Au coût de 2,2 millions, le Yacht Club souhaite aménager 200 places à quai destinées essentiellement à des bateaux à moteur, dont 20 % seront réservées aux touristes provenant de l'extérieur du Qué-

bec. L'organisme à but non lucratif assumera plus de la moitié de la facture. Dans une décision rendue hier par le comité exécutif de la Ville, Montréal versera une contribution de 100 000 \$ au projet alors que la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) accordera une aide de 500 000 \$ dans le cadre du programme du Fonds bleu. De son côté, Québec compte consacrer une somme de 400 000 \$ pour la réalisation de la marina.

Mais aux dires de Marie Tellier, le projet n'est pas encore ficelé et elle s'étonnait, hier, que la Ville de Montréal en ait divulgué les détails.

Le Devoir

NÉGOCIATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Vouloir préserver notre pouvoir d'achat, c'est légitime et raisonnable!

M. Charest,

Depuis les années 80, le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des ouvriers de la fonction publique n'a cessé de diminuer. Avec un salaire moyen de moins de 34 000 \$ par année, les membres du SFPQ sont loin de correspondre à cette image caricaturale de « gras durs » et de « privilégiés ».

La dernière étude sur la rémunération menée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) indique clairement que la rémunération globale des employés de l'État (incluant les avantages sociaux) accuse un retard de 7,6 % face à celle des autres salariés du Québec. D'ailleurs, cet écart s'agrandit d'année en année.

Il semble bien que vous n'ayez pas l'intention de corriger cette situation au cours des prochaines années. En effet, votre dernière offre salariale de **8 % sur six ans et neuf mois** ne permet même pas de maintenir notre pouvoir d'achat puisqu'elle ne représente qu'une augmentation moyenne de 1,19 % par année, tandis que l'augmentation du coût de la vie se situe plutôt autour de 2 % par année!

M. Charest, nos demandes à l'égard du salaire sont tout à fait légitimes et raisonnables. Elles visent à préserver notre pouvoir d'achat et à amorcer un certain rattrapage afin de diminuer l'écart constaté par l'ISQ. Nous en avons assez de nous appauvrir année après année!

Brillons par la solidarité
car les services publics sont une priorité pour la population du Québec.



SFPQ

SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC



ACTUALITÉS

Pinte de lait géante cherche propriétaire

Laissée à l'abandon depuis des décennies, la pinte de lait géante qui surplombe l'ancienne laiterie Guaranteed Pure Milk au centre-ville de Montréal pourrait connaître des jours meilleurs. L'appel lancé en avril dernier par Héritage Montréal, qui l'identifiait comme l'un des dix emblèmes du patrimoine montréalais menacés de disparition, a trouvé écho auprès d'un groupe qui souhaite contribuer à sa conservation.

JEANNE CORRIVEAU

La Fédération des producteurs de lait du Québec a entrepris des discussions avec Héritage Montréal dans le but d'assurer la protection à long terme de la pinte de lait qui, depuis les années 30, trône sur le toit d'un édifice de la rue Lucien-L'Allier, au sud du boulevard René-Lévesque. La Fédération serait disposée à assumer les frais liés à la restauration et au déménagement de la pinte de lait rongée par la rouille, mais elle ignore encore où la fameuse bouteille pourrait être relogée.

Au mois d'avril dernier, Héritage Montréal avait lancé un cri d'alarme et dressé la liste de dix sites et emblèmes du patrimoine montréalais dont l'avenir était menacé. Parmi eux figurait la pinte de lait, un vestige de l'ère industrielle qui a souffert d'un manque chronique d'entretien au cours des dernières décennies. L'imposante bouteille d'acier haute de 9,1 mètres visait, lors de son érection dans les années 30, à rassurer les consommateurs encore ébranlés par une épidémie de mortalité infantile liée aux piètres conditions de conservation du lait de l'époque.

L'appel d'Héritage Montréal a été entendu puisque la Fédération des producteurs de lait n'a pas mis de temps à manifester son intérêt afin de participer à la sauvegarde de ce vestige montréalais laissé à l'abandon. « Cette pinte de lait fait partie de notre histoire et c'est important pour nous, mais il reste beaucoup d'éléments à discuter », explique Nicole Dubé, directrice du marketing à la Fédération. Le mois dernier, Mme Dubé a donc rencontré la directrice générale d'Héritage Montréal, Nathalie Zinger, afin de discuter d'une éventuelle collaboration. Le projet est encore au stade préliminaire, indique Nicole Dubé, mais une autre rencontre est prévue en septembre.

La Fédération n'en est pas à sa première tentative pour sauver la pinte de lait. Au cours des trois dernières années, Nicole Dubé a tenté en vain de s'entendre avec la Société de la Cité du commerce électronique, alors gestionnaire de l'édifice. « Pour la rénovation et le transport de la pinte, on nous avait donné des coûts astronomiques, relate-t-elle. Mais je sais combien ça coûte et je veux que ce soit l'entreprise qu'on aura choisie qui fasse la rénovation. »

Aujourd'hui inoccupé, l'immeuble sur lequel est posée la bouteille devait loger la phase III de la Cité du commerce électronique, mais comme le projet a été abandonné, le Mouvement Desjardins, propriétaire à

50 % de l'édifice, lui cherche une nouvelle vocation. Et quoi qu'il arrive, il est déjà acquis que la pinte de lait devra trouver une autre terre d'accueil.

La Fédération ne souhaite pas acquérir la bouteille, mais elle est prête à financer sa restauration et son transfert sur un autre site. Elle envisage donc de s'associer à Héritage Montréal, qui pourrait alors devenir propriétaire de la fameuse pinte, afin de soumettre une proposition à Desjardins. Aucun site n'a encore été trouvé pour accueillir la bouteille, mais la Fédération compte sur l'organisme de défense du patrimoine montréalais pour lui en proposer.

Chez Desjardins, on signale qu'aucune offre concrète n'a été déposée, mais on se dit tout disposé à céder la pinte à qui la voudra sous certaines conditions, notamment que l'institution financière n'ait pas à verser un sou pour son déménagement. « Si quelqu'un se présente demain matin et dit: "Moi, je veux la pinte de lait", eh bien, il pourra la prendre et partir avec, explique Christian Pouliot, vice-président régional de Desjardins gestion d'actifs. Les seules questions qu'on va poser, c'est: comment va-t-on la descendre? où va-t-on l'amener? qu'est-ce qu'on va faire avec? »

En soi, la pinte n'a pas de valeur, souligne M. Pouliot. Tout ce que l'institution désire, c'est qu'elle se retrouve entre bonnes mains. « On veut s'assurer que la pinte de lait sera le mieux préservée possible. C'est celui qui va présenter le meilleur projet qui va emporter la pinte de lait, assure M. Pouliot. »

La Fédération des producteurs de lait n'est pas la seule à s'intéresser à la pinte de lait, et Nathalie Zinger, d'Héritage Montréal, précise qu'un autre groupe s'est manifesté récemment sans toutefois se nommer.

État de conservation

Mais la partie n'est pas gagnée puisque bien des questions demeurent sans réponses concernant l'état de conservation de la pinte, qui ne paie pas de mine après tant d'années d'exposition aux éléments. « Je crois qu'elle est pire visuellement qu'elle ne l'est vraiment. C'est sûr qu'il y a une évaluation technique qui devra être faite pour voir dans quel état elle est. Après ça, ce sera un gros défi d'ingénierie de la déplacer », explique Mme Zinger.

Où pourrait-elle échouer? Mme Zinger l'ignore mais, selon elle, la pinte devrait rester sur l'île de Montréal, une condition qui convient parfaitement à la Fédération des producteurs de lait. « C'est un emblème de Montréal et, selon nous, il faut qu'elle soit relocalisée dans un endroit qui reflète le passé industriel de Montréal, indique Mme Zinger. Au tournant du siècle, la mortalité infantile à Montréal était pire qu'à Calcutta parce que le lait n'était ni pasteurisé ni homogénéisé et qu'il était acheminé par train. Ces trains pouvaient rester plusieurs jours sur les rails de chemin de fer sous un soleil plombant. C'est pourquoi la laiterie garantissait la qualité du lait. »

Pour Mme Zinger, c'est l'occasion d'agir avant qu'il ne soit trop tard. « Quand on parle des enjeux de patrimoine, les gens ont souvent l'impression que c'est une catastrophe et que si on ne fait rien demain, ça va disparaître. Là, on a la possibilité de faire quelque chose un peu d'avance », souligne-t-elle.

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La Fédération des producteurs de lait du Québec ne souhaite pas acquérir la bouteille, mais elle est prête à financer sa restauration et son transfert sur un autre site. Elle envisage donc de s'associer à Héritage Montréal, qui pourrait alors devenir propriétaire de la fameuse pinte.

Réaménagement de la fonction publique: un scénario parmi d'autres

SYLVAIN LAROCQUE

Gatineau — Le ministre Jean Lapierre assure que le projet de réaménager 41 000 postes de fonctionnaires fédéraux ne fait pas partie de la politique officielle du gouvernement Martin, du moins pour l'instant.

Le quotidien torontois *The Globe and Mail* révélait hier que le Conseil du trésor songeait à créer une nouvelle entité, qui s'appellerait « Organisation de services partagés ».

Quelque 41 000 des 290 000 employés fédéraux seraient touchés par ce changement: une partie d'entre eux seraient transférés à la nouvelle agence, tandis que les autres postes seraient abolis par attrition.

Les emplois visés seraient ceux ayant trait aux ressources humaines, aux services financiers et au soutien informatique. L'étude qui a imaginé ce projet, menée sur deux ans, a conclu à des économies potentielles de 2 à 4 milliards de dollars par année pour l'État fédéral. Il n'y aurait toutefois aucune économie dans les trois premières années de la réforme.

« Le chiffre de 41 000 emplois, c'est une étude interne qui ne s'est jamais rendue au bureau de Reg Alcock [président du Conseil du trésor], a assuré hier le ministre des Transports, Jean Lapierre, lors d'une réunion du caucus libéral du Québec. »

« On parle d'un document qui traîne quelque part au Conseil du trésor, a-t-il ajouté. Il y a toutes sortes de scénarios, mais



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le ministre Jean Lapierre.

ce n'est pas une politique gouvernementale, ce n'est pas une recommandation faite dans les hautes instances du Conseil du trésor. Faudra regarder ça, mais pour l'instant, c'est une étude parmi tant d'autres. »

Pourtant, les sous-ministres discutent actuellement de l'étude et des recommandations qu'ils feront à son sujet au conseil des ministres, selon le *Globe and Mail*.

Lise Jolicœur, porte-parole de M. Alcock, a confirmé que le ministre n'avait pas encore reçu l'étude. On ne sait pas encore si elle sera véritablement soumise au cabinet et, si oui, à quel moment. « Le gouvernement du Canada cherche toujours à améliorer ses services aux Canadiens, tout en leur en donnant pour leur argent », a répondu Mme Jolicœur quand on lui a demandé pourquoi on avait commandé l'étude.

« Tout changement dans la prestation des services serait étalée dans le temps; il ne serait pas effectué d'un coup », a-t-elle précisé.

« La sécurité d'emploi est là, a rappelé le ministre Lapierre. Il n'y a pas un emploi qui est menacé par cette étude-là. Cette décision-là ne se prendra pas à la légère et je sais que mes collègues ne laisseront pas le gouvernement faire des coupures à la scie mécanique. »

Les documents cités par le *Globe and Mail* préviennent qu'un projet aussi important comporte des risques et qu'il pourrait carrément se révéler un échec, dont les répercussions politiques pourraient être importantes.

On reconnaît en outre que la réorganisation pourrait n'avoir aucun impact positif sur l'efficacité ou les finances du gouvernement.

L'Alliance de la fonction publique (AFFC) n'a pas tardé à re-

procher au gouvernement de faire preuve d'improvisation.


Jérôme Turcq, vice-président exécutif de l'AFFC-Québec, a rappelé qu'Ottawa a effectué une importante restructuration dans les années 1990.

« Plus de 45 000 emplois avaient alors été perdus, a-t-il souligné. Les effets pervers de cette restructuration se sont fait durement sentir sur les services à la population, alors que la charge de travail des travailleurs demeurés en poste a considérablement augmenté. Quelques années plus tard, près des deux tiers des emplois éliminés existent de nouveau. Dans un contexte où une population aux besoins croissants augmente, les coupes d'emploi auront pour effet de réduire le niveau de services offerts à la population canadienne. »

Outaouais


Par ailleurs, Jean Lapierre a promis de se battre pour accroître la proportion d'emplois fédéraux à Gatineau. En principe, 25 % des postes de la région de la capitale devraient échoir au Québec, mais cette règle n'est pas respectée depuis des années, au grand désarroi des députés locaux. « On remarque, pour toutes sortes de raisons, que c'est en train de glisser [le nombre d'emplois du côté québécois] et on veut rappeler à l'appareil fédéral que cet engagement-là fait partie du contrat social du concept de la capitale nationale, que la capitale nationale n'est pas juste de l'autre côté de la rivière », a affirmé M. Lapierre.

Presse canadienne



ROLEX

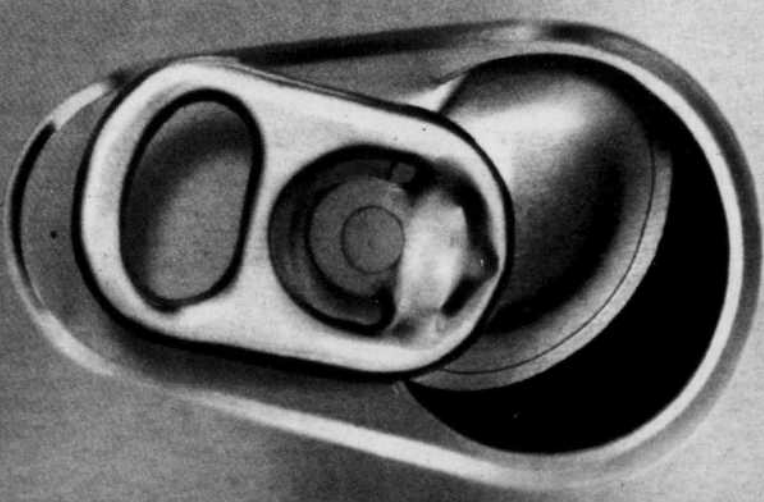
SERVICE



POUR GARDER VOTRE ROLEX EN PARFAIT ÉTAT DE FONCTIONNEMENT, NOUS VOUS CONSEILLONS D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE TOUTS LES CINQ ANS.

Bijouterie Gambard
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTRÉAL, CENTRE VILLE
(514) 866-3876



S'OUVRIR AUX IDÉES

Reconnu comme un moteur de développement économique de premier plan, l'aluminium ouvre des horizons prometteurs par ses applications multiples. Recyclable à l'infini, l'aluminium sait faire briller le Québec à la grandeur du globe. L'avenir s' imagine en aluminium. www.aac.aluminium.qc.ca



ASSOCIATION DE L'ALUMINIUM DU CANADA

• LES ACTUALITÉS •

La justice américaine exige le rejet de la poursuite intentée par Maher Arar

PAT MILTON

New York — Le département de la Justice des États-Unis a déclaré mardi que la sécurité nationale du pays pourrait être menacée par une poursuite au civil intentée par le Canadien Maher Arar.

Mary Mason, une avocate du département de la Justice, a affirmé lors d'une audience de la Cour fédérale américaine que la poursuite pourrait obliger le gouvernement à révéler des renseignements confidentiels. Ceux-ci établiraient des liens présumés entre M. Arar et le réseau terroriste al-Qaïda et justifieraient la décision de le renvoyer en Syrie plutôt qu'au Canada.

M. Arar, qui est âgé de 35 ans, a intenté en janvier 2004 une poursuite contre John Ashcroft, l'ancien procureur général des États-Unis, Tom Ridge, ex-responsable du département de la Sécurité intérieure, et

Robert Mueller, dirigeant du FBI. L'ingénieur d'Ottawa affirme que ses droits constitutionnels ont été violés quand les autorités américaines l'ont appréhendé, détenu puis déporté pendant un transit à l'aéroport international John F. Kennedy en octobre 2002.

C'est la première fois, croit-on, que la politique du gouvernement américain en matière d'extradition extraordinaire est contestée. Celle-ci permet le transfert d'individus soupçonnés de terrorisme vers des pays tiers sans l'approbation de la Cour.

M. Arar, qui n'a pas assisté à la procédure judiciaire, a la double citoyenneté canadienne et syrienne. Il était porteur d'un passeport canadien lorsqu'il a été appréhendé à New York.

Tortures

Selon l'avocat David Cole, du Center for Constitutional Rights, organisme qui a intenté la poursuite au

nom de M. Arar, son client a été privé de nourriture et de sommeil, et les autorités lui ont raconté des mensonges pendant sa détention aux États-Unis. M. Cole a expliqué que M. Arar avait dit aux agents fédéraux qu'il craignait beaucoup d'être expulsé vers la Syrie, déclarant qu'il y serait torturé.

M. Arar avance qu'une fois emprisonné à Damas, on l'a torturé afin de l'obliger à faire de faux aveux sur de présumées activités terroristes. Il a été détenu plus de 10 mois avant d'être libéré, sans qu'aucune accusation ne soit portée contre lui. M. Arar est marié et père de deux enfants.

Maher Arar, qui exige des dommages et intérêts dont la nature n'a pas été dévoilée, désire que la Cour déclare le gouvernement américain responsable de sa détention «afin que ceci n'arrive plus à

personne», a indiqué Barbara Olshanky, une avocate du Center for Constitutional Rights.

Cherchant à obtenir le rejet de la poursuite, mardi, les avocats du département de la Justice ont déclaré que M. Arar a été expulsé parce que les États-Unis détenaient des renseignements confidentiels le liant au réseau al-Qaïda, ainsi que le pouvoir de décider vers quel pays il serait expulsé. Le gouvernement a soumis l'information confidentielle au juge de district David Trager. Mme Mason a affirmé que le statut juridique de M. Arar signifiait qu'il n'était pas nécessairement protégé par toutes les clauses de la constitution américaine. M. Trager n'a pas indiqué à quel moment il prévoyait rendre une décision.



Maher Arar

Associated Press

EN BREF

Objectif Mars

Cap Canaveral — La NASA devait procéder ce matin au lancement d'une nouvelle sonde très performante vers la planète Mars, après avoir procédé à une inspection jugée satisfaisante du lanceur. Initialement prévu hier matin, le lancement avait été retardé de 24 heures afin de vérifier des gyroscopes placés sur la fusée Atlas V, qui emportera le Mars Reconnaissance Orbiter (MRO), un orbiteur doté d'instruments très puissants pour scruter la planète rouge durant une mission qui s'étalera sur plus de deux ans. Le lancement depuis le centre spatial Kennedy à Cap Canaveral était prévu entre 7h50 et 9h35 locales. Le MRO, un projet de plus de 500 millions \$US, doit atteindre Mars en mars 2006 et freinera progressivement pour se mettre sur une orbite basse à environ 313 km au-dessus de la surface de la planète à partir de novembre de la même année. Il commencera alors sa mission scientifique, qui durera 25 mois et qui viendra compléter celles menées par trois sondes qui tournent déjà actuellement autour de Mars et les robots Spirit et Opportunity qui, 18 mois après leur arrivée sur le sol martien, continuent à fournir des données. — AFP

Vol 358: deuxième requête en recours collectif

Toronto — Une deuxième requête en recours collectif a été déposée lundi devant la Cour supérieure de l'Ontario à la suite de l'atterrissage raté de l'Airbus 340 d'Air France la semaine dernière. La nouvelle poursuite, qui vise Air France, deux de ses pilotes, l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto, Airbus et Nav Canada, s'élève à 150 millions de dollars. Les défendeurs sont accusés de négligence. Tous les 297 passagers et 12 membres de l'équipage de l'appareil qui est sorti de piste après avoir atterri sur la piste 24L de l'aéroport Pearson de Toronto ont survécu. Quarante-trois personnes ont toutefois subi des blessures mineures. Les défendeurs visés par le recours collectif doivent répondre à cette nouvelle interpellation avant que la poursuite puisse aller de l'avant; les réclamations doivent également être entérinées par la cour. Mais un seul recours collectif peut être autorisé. Les avocats qui ont déposé les demandes de recours dans ces deux cas devront s'entendre pour qu'une seule poursuite soit intentée. S'ils n'arrivent pas à prendre une décision, la cour devra trancher. — PC

Erreur sur la personne

Québec — La police de Québec se retrouve dans l'embarras. Un homme qu'elle avait arrêté pour agressions sexuelles, et qui a fait cinq ans de prison, est aujourd'hui innocent grâce à des tests d'ADN. Simon Marshall avait pourtant reconnu sa culpabilité aux accusations d'agressions sexuelles qui pesaient contre lui pour des actes commis dans les années 1990 dans le secteur de Sainte-Foy, à Québec. Curieusement, c'est une des victimes qui a mis en doute le fait que Marshall soit son agresseur. Simon Marshall, qui est atteint de déficience intellectuelle, a complété cinq années de pénitencier. L'enquête policière aurait démontré qu'il n'aurait commis aucun des gestes dont il était accusé. L'enquête aurait également révélé que des échantillons d'ADN, prélevés sur des victimes, n'avaient jamais été analysés. Le dossier est maintenant entre les mains du ministère public. — PC



VIKTOR DRACHEV AGENCE FRANCE-PRESSE

Un pêcheur d'un village de la région de Tchernobyl. Si les humains ne peuvent toujours pas se réinstaller dans la zone d'exclusion de Tchernobyl, une centaine d'espèces sont de nouveau présentes dans la zone évacuée.

Tchernobyl refleurit

La biodiversité y est désormais supérieure à celle observée avant que la région soit irradiée

PAULINE GRAVEL

La vie reprend ses droits à Tchernobyl, 19 ans après l'explosion du réacteur nucléaire. La biodiversité y est même aujourd'hui plus grande qu'avant la catastrophe.

Près d'une centaine d'espèces qui figuraient sur la liste rouge des espèces menacées de l'International Union for Conservation of Nature and Nature Resources (IUCN) sont de nouveau présentes dans la zone évacuée qui couvre plus de 4000 kilomètres carrés en Ukraine, en Biélorussie et en Russie, a noté Viktor Dolin, qui étudie les effets environnementaux de la radioactivité à l'Académie nationale des sciences d'Ukraine à Kiev. Parmi cette centaine d'espèces, une quarantaine, dont notamment des espèces de loup et d'ours, n'avaient même jamais été vues dans cette région avant l'accident nucléaire.

Si des animaux du sommet de la chaîne alimentaire ont élu domicile dans cette région, cela signifie que les plantes et les animaux dont ils se nourrissent y prospèrent aussi, en a déduit l'écologiste James Morris, de l'université de Caroline du Sud à Columbia, dans le cadre du congrès annuel de l'Ecological Society of America, qui a lieu cette semaine à Montréal et au cours duquel ces résultats ont été révélés.

Au dire de cet écologiste réputé, les écosystèmes de la région irradiée semblent se comporter normalement. La preuve: la biodiversité y est désormais supérieure à celle observée avant que la région soit irradiée.

Pas d'humains

Comment est-ce possible alors que les niveaux de rayonnement ionisant demeurent trop élevés pour permettre aux humains de s'approprier les lieux? Selon Morris, la

majorité des animaux ayant subi des mutations à la suite de l'explosion nucléaire sont morts, seuls ont subsisté ceux ne souffrant pas de problèmes de croissance et de reproduction. Les nombreux jeunes poissons qui vivent dans les étangs servant à refroidir le réacteur sont déformés, donne-t-il en exemple, alors que les adultes semblent en parfaite santé, ce qui laisse croire que les individus victimes du rayonnement s'éteignent en bas âge.

On explique également la bonne santé apparente de l'écosystème tchernobyléen par le fait que les principaux éléments radioactifs de la région, tels que le césium-137, ont tendance à demeurer dans le sol plutôt que de s'accumuler dans les plantes et les animaux, avec pour conséquence que la chaîne alimentaire ne serait probablement pas aussi contaminée qu'on l'appréhendait.

Ces bonnes nouvelles ne sont toutefois pas suffisantes pour permettre aux humains de s'installer de nouveau sur ce territoire. De nombreux oiseaux souffrent encore des effets délétères des retombées radioactives, souligne-t-on à l'appui. Les hirondelles des granges qui nichent autour de Tchernobyl présentent des taux de survie plus faibles, pondent un moins grand nombre d'œufs et sont généralement en moins bonne forme que celles vivant à l'extérieur de la zone dite d'exclusion.

Quelque 40 éléments radioactifs différents, dont le strontium-90 et les produits de la désintégration de l'uranium et du plutonium, ont été libérés dans cette zone et il faudra plusieurs centaines de millénaires avant que les humains puissent réintégrer ces espaces en toute sécurité.

Le Devoir Avec la revue Nature

Pêche: le Canada et la Norvège lancent un projet de réforme

DENE MOORE

Saint-Jean, T.-N. — Après des années de frustration, le Canada et la Norvège feront partie du groupe de pays qui lancera, le mois prochain, un projet formel de réforme de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO).

Depuis son arrivée à la tête du ministère des Pêches, il y a plus d'un an, le ministre fédéral Geoff Regan a rencontré des représentants de la plupart des nations qui constituent l'OPANO, l'organisation qui s'occupe de la pêche pratiquée en eaux internationales au-delà de la limite de 200 milles des eaux de juridiction canadienne, sur la côte est.

Hier, M. Regan a eu un entretien avec son homologue norvégien à Trondheim, en Norvège. Il en est ressorti avec un refrain déjà entendu. «Nous sommes d'accord sur le fait que nous avons besoin de prendre des mesures immédiates pour réorganiser nos [organisations] comme l'OPANO», a-t-il dit.

Le Canada et la Norvège collaborent étroitement depuis plusieurs années sur les questions de pêche, mais un mouvement en faveur du changement semble enfin se dessiner parmi les autres nations, disent les fonctionnaires.

La Norvège devrait déposer un train de réformes à la réunion de

l'OPANO, le mois prochain, en Estonie — des réformes que l'Islande, le Japon et les États-Unis ont dit appuyer. Même l'Union européenne, dont certains membres se sont opposés aux efforts du Canada pour faire respecter les règlements en mer, ont exprimé un certain appui.

«Nous avons beaucoup de parties contractantes intéressées», a déclaré David Bevan, sous-ministre adjoint aux Pêches. Le problème, ce sont les détails. Nous verrons comment les gens réagiront quand ils verront les propositions spécifiques.

Le ministre norvégien des Pêches, Svein Ludvigsen, a soutenu que la pêche illégale et non signalée menace l'industrie mondiale de la pêche. Les Nations unies estiment qu'environ 30 % de toute la pêche dans le monde est illégale et non enregistrée.

Le Canada se préoccupe depuis longtemps de ce problème, notamment depuis la catastrophe qu'a engendré l'effondrement des stocks de morue sur la côte est, dans les années 1990.

Au nombre des réformes envisagées, le Canada souhaite améliorer le processus de décision au sein de l'OPANO, et mettre davantage l'accent sur la viabilité. M. Regan veut aussi un meilleur contrôle des flottes de bateaux actifs dans les eaux internationales.

Presse canadienne

Un Forum social québécois est en préparation

NORMAN DELISLE

Québec — Le Forum social mondial, qui se tient annuellement à Porto Alegre (Brésil), va faire des petits au Québec.

Un important groupe de Québécois, dont plusieurs ont participé à l'événement brésilien depuis 2001, travaille en effet à mettre sur pied un Forum social québécois dont la tenue est prévue pour mai 2006.

Une association, appelée Initiative vers un Forum social québécois, a même été enregistrée auprès du Registraire des entreprises du Québec.

Une fin de semaine de réflexion qui mènera à la création du Forum social québécois a été convoquée pour les 11, 12 et 13 novembre prochains.

Entre-temps, d'autres événements qui se tiendront prochainement alimenteront la réflexion pour l'organisation de ce forum québécois. Un Campement québécois de la jeunesse réunira une centaine de jeunes pendant deux semaines du 15 au 29 août au mont Radar, près de Saint-Sylvestre, dans Chaudière-Appalaches.

Divers mouvements très engagés dans les luttes sociales, comme ATTAC-Québec, le Forum de la jeunesse estrienne et des groupes syndicaux, participent à l'organisation du Forum social québécois.

Les thèmes définitifs de cet événement ne sont pas encore fixés. Mais ils graveront autour des valeurs mises en avant au Forum de

Porto Alegre, a expliqué la porte-parole Valérie Eme.

«Nous avons besoin d'espaces de réflexion et de discussion. Nous sommes capables de construire par nous-mêmes, ensemble, une société plus égalitaire et plus respectueuse, inspirée des valeurs de respect, de transparence et de solidarité», a dit Mme Eme.

De 300 à 500 Québécois participent annuellement au Forum social mondial de Porto Alegre, au Brésil, depuis sa création en 2001.

Le Forum regroupe des altermondialistes, c'est-à-dire des citoyens qui luttent contre le genre de société d'économie de marché imposée par l'Organisation mondiale du commerce ou le Fonds monétaire international et basée uniquement sur le profit. Il se veut une contrepartie du Forum économique de Davos (Suisse), qui regroupe l'élite du monde capitaliste occidental.

Les trois premières réunions du Forum mondial se sont tenues à Porto Alegre, une ville brésilienne où une démocratie participative a été instaurée à la suite de l'élection du Parti des travailleurs.

En 2004, le Forum a démenagé à Bombay (autrefois Bombay, en Inde), mais il est revenu dans la ville du Brésil en 2005. En janvier dernier, le Forum de Porto Alegre a réuni 155 000 participants provenant de 135 pays. Quelque 2500 séances de travail s'y sont déroulées.

Presse canadienne

EN BREF

Feux de forêt en Ontario

Toronto — Quelque 150 incendies de forêt sont en activité dans le nord de l'Ontario; la foudre serait à l'origine de plusieurs d'entre eux. Les forêts ont été asséchées et rendues inflammables par la chaleur et l'absence de pluie des dernières semaines. Il s'agit des pires incen-

dies de forêt de la province depuis une décennie. Environ 1500 pompiers et travailleurs forestiers font la lutte aux flammes et ont du mal à contenir l'ampleur et le nombre de brasiers. Des pompiers ont été dépêchés en renfort par le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et les Prairies, mais ceux du Québec et de la Colombie-Britannique sont trop occupés pour aller prêter main-forte à leurs confrères — PC

LE MONDE

Les scellés sont levés à Ispahan

Les dissensions persistent au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur la position à adopter face à l'Iran

SIAVOSH GHAZI
LAURENT LOZANO

Téhéran — L'Iran a terminé de lever hier les scellés sur son usine de conversion d'Ispahan, laissant la communauté internationale chercher à grand-peine un consensus sur la réponse à donner à la reprise d'activités pouvant être détournées pour fabriquer l'arme nucléaire.

«L'usine de conversion d'Ispahan est totalement opérationnelle», a déclaré le vice-président de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, Mohammad Saïdi.

«Cela se passe sous le contrôle de l'Agence» internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a installé ses caméras de surveillance sur place au cours des derniers jours, a souligné M. Saïdi.

Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA était réuni depuis mardi à Vienne pour décider de la réponse à donner à la reprise de la conversion.

Attendue mais lourde de signification, la levée des scellés risque de compliquer encore la tâche des 35 membres du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, qui peinent à s'entendre sur un texte.

La Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne (UE-3) ont soumis à l'AIEA une résolution demandant à l'Iran l'arrêt de l'enrichissement de l'uranium, a indiqué un responsable de l'agence. L'AIEA se réunira aujourd'hui

à 13h GMT pour étudier cette résolution, a indiqué Peter Rickwood, porte-parole de l'AIEA.

Les États-Unis ont condamné la levée des scellés, affirmant que cet acte était «un nouveau signe de mépris de l'Iran à l'égard des préoccupations internationales» tandis que le haut représentant pour la politique extérieure de l'Union européenne, Javier Solana, a appelé l'Iran à ne pas franchir la «ligne» entre nucléaire civil et militaire.

Dissimulations

L'ambassadeur de Chine à l'ONU, Wang Guangya, a déclaré qu'il ne serait «pas utile» de saisir le Conseil de sécurité du dossier nucléaire iranien, estimant que la question est du ressort de l'AIEA.

Pour les Occidentaux, rendus suspicieux par 18 années de dissimulations iraniennes, laisser les Iraniens convertir et enrichir l'uranium représente un risque de prolifération. Ces activités produisent certes le combustible pour les centrales civiles mais peuvent être détournées à des fins militaires, craignent-ils.

La reprise de la conversion n'a été que partielle jusqu'aujourd'hui. La partie la plus sensible de l'usine, celle qui produit l'hexafluorure d'uranium (UF6), gaz introduit dans les centrifugeuses produisant l'uranium enrichi, restait sous scellés de l'Agence.

L'Iran, soucieux de légalité internationale pour

contrer le soupçon qu'il cherche à avoir la bombe atomique, a insisté pour que toute la remise en route s'opère sous le contrôle de l'AIEA, qui surveille le programme nucléaire iranien depuis 2003.

La République islamique avait suspendu en novembre toutes les activités relatives à l'enrichissement et à son préalable, la conversion, pour permettre des négociations avec l'UE3.

Mais l'Iran a toujours dit que cette suspension était provisoire et s'est montré frustré par le résultat des tractations avec l'UE3, cherchant seulement selon lui à le priver de son droit «inaliénable» à l'enrichissement.

Les Européens ont explicitement brandi la menace d'envoyer le dossier iranien devant le Conseil de sécurité de l'ONU si les Iraniens persistaient.

Cette session de l'AIEA ne devrait cependant pas en arriver là. Les Européens veulent encore convaincre les Iraniens de revenir à la suspension de leurs activités et de laisser remettre en place les scellés.

Les Iraniens peuvent compter sur les dissensions à l'AIEA. Des pays comme l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil sont inquiets pour leurs propres ambitions nucléaires. Les non-alignés font aussi obstruction et favoriseraient une simple déclaration plutôt qu'une résolution, plus contraignante.

Agence France-Presse

11 septembre 2001

Le renseignement militaire avait des soupçons sur quatre kamikaze

Washington — Le Pentagone étudie les informations parues dans la presse selon lesquelles quatre des pirates de l'air du 11 septembre 2001 avaient été identifiés dès 2000 comme liés à al-Qaïda par une équipe de renseignement militaire, a déclaré hier un porte-parole du Pentagone.

Selon l'édition de mardi du quotidien *New York Times*, un an avant les attentats du 11 septembre 2001, Mohamed Atta et trois autres des futurs pirates de l'air avaient été identifiés comme des membres probables d'une cellule du réseau al-Qaïda opérant aux États-Unis, par une équipe de renseignement militaire qui avait suggéré de partager l'information avec le FBI (police fédérale).

«Nous sommes en train d'étudier cela», a dit le porte-parole du Pentagone, Bryan Whitman.

Un parlementaire républicain, Curt Weldon, a affirmé au *New York Times* qu'une opération de renseignement militaire appelée «Able Danger» avait identifié les quatre hommes à la mi-2000 comme des membres d'une cellule d'al-Qaïda basée aux États-Unis.

Un ancien responsable du renseignement militaire, qui a requis l'anonymat, a dit au quotidien que l'information, qui comprenait les noms et les photos des pirates de l'air, avait été présentée dans un graphique au Commandement des opérations spéciales à Tampa (Floride) à l'été 2000.

Selon lui, les membres de «Able Danger» avaient recommandé que l'information soit partagée avec le FBI mais cette recommandation avait été rejetée, en partie parce que les quatre suspects avaient des visas valides.

Le même ancien responsable a aussi déclaré qu'il faisait partie d'un groupe qui a donné cette information au directeur de la Commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre, Philip Zelikow, et à trois autres employés de la commission en octobre 2003, lors d'une visite en Afghanistan et au Pakistan.

Le président de la commission, Thomas Keane, a déclaré au *New York Times* qu'aucun employé ne se souvient qu'Atta ait été mentionné.

Le porte-parole du Pentagone a affirmé hier que le ministère de la défense a fourni à la commission d'enquête des informations sur l'opération de renseignement menée par l'équipe «Able Danger» mais qu'il examinait «quel type d'information avait été fourni».

Agence France-Presse

EN BREF

Tourisme sur la Lune

New York — Une société américaine associée à l'Agence spatiale russe propose d'envoyer dans les années prochaines, peut-être dès 2008, des touristes autour de la Lune. «Aujourd'hui est un jour historique», a assuré hier à New York Eric Anderson, le p.-d.g. de Space Adventures, qui avait envoyé en 2001 le premier particulier dans l'espace, l'homme d'affaires américain Dennis Tito. «Le dernier astronaute a quitté la Lune il y a 32 ans. Cela fait trop longtemps, et il est temps d'y retourner», a-t-il dit au cours d'une conférence de presse, en présence de représentants de l'Agence russe. Deux voyageurs pourront embarquer pour le premier séjour, qui aura lieu dans les cinq prochaines années, peut-être dès 2008, temps nécessaire aux tests techniques. Il en coûtera 100 millions de dollars à chaque passager. Le voyage, baptisé «Mission DSE-Alpha», aura lieu à bord d'une fusée Soyouz, pilotée par un cosmonaute russe, et permettra aux voyageurs de tourner autour de la Lune, à une centaine de kilomètres de sa surface. A terme, Space Adventures espère permettre à ses clients de poser le pied sur le sol lunaire. — AFP

Pétrole contre nourriture

New York — Des centaines de sociétés sur les 4500 engagées dans le programme «Pétrole contre nourriture» de l'ONU en Irak font l'objet d'une enquête pour corruption, perception de commissions occultes ou versement de pots-de-vin, a déclaré mardi le magistrat sud-africain Richard Goldstone. Goldstone est l'un des membres de la commission d'enquête indépendante dirigée par Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, et chargée de faire le jour sur les malversations financières en marge du programme. La commission doit rendre en octobre un quatrième rapport portant sur les sociétés engagées dans ce programme. Goldstone a précisé que le rapport d'octobre s'attaquera aussi à «l'immense contrebande de pétrole» organisée par le régime de l'ancien président irakien Saddam Hussein. — Reuters

Abkar Ganji poursuit son jeûne

Téhéran — Le journaliste iranien dissident Abkar Ganji poursuit sa grève de la faim, a annoncé un responsable hospitalier cité par la presse, contredisant les autorités judiciaires. Le porte-parole du ministère de la Justice avait déclaré mardi que Ganji avait mis un terme à une grève de la faim de huit semaines, répondant aux inquiétudes de ses proches sur son état de santé. Mais Sirus Tabech, chef de la communication de l'hôpital Milad de Téhéran, a démenti cette annonce. «Ganji ne consomme aucune nourriture, a-t-il déclaré au journal iranien *Shargh*. La santé de Ganji va devenir préoccupante si sa situation reste la même.» Le journaliste, ancien gardien de la révolution converti au réformisme, a été incarcéré en 2001 après avoir publié une série d'articles liant les autorités aux meurtres de plusieurs dissidents politiques. Il a commencé sa grève de la faim en juin, espérant obtenir des autorités judiciaires une liberté conditionnelle. Il a été transféré à l'hôpital Milad où il est étroitement surveillé. Le mois dernier, sa santé s'est gravement détériorée. Les États-Unis, l'Union européenne et plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont manifesté leur inquiétude à son sujet. — Reuters

L'épouse et le fils cadet de Pinochet sont inculpés

Santiago — Lucia Hiriart, la femme du général Augusto Pinochet, a été mise hier en détention à Santiago ainsi que son fils cadet Marco Antonio pour «complicité de fraude fiscale» présumée, a-t-on appris de sources judiciaires.

Mme Lucia Hiriart et son fils Marco Antonio ont été arrêtés sur ordre du juge chilien Sergio Muno, qui enquête sur les comptes secrets de l'ancien dictateur aux États-Unis et dans d'autres pays.

L'ancienne «première dame» de la dictature militaire (1973-1990), qui est âgée de 82 ans, est actuellement détenue à l'hôpital militaire de Santiago où elle avait été admise pour des problèmes de santé.

L'ex-général Augusto Pinochet s'est rendu hier après-midi à l'hôpital pour rendre visite à son épouse, a pu constater un correspondant de l'AFP.

Toutefois, le juge Munoz a indiqué que Mme Lucia Hiriart pourrait être libérée si la Cour d'appel de

Santiago l'autorise, mais seulement après avoir payé une caution de 3670 dollars. Les magistrats devaient se prononcer hier soir ou ce matin.

Le juge Munoz enquête depuis un an sur une présumée fraude fiscale dans les comptes secrets que possédait le général Pinochet aux États-Unis et dont les dépôts atteindraient plus de 17 millions de dollars.

Lucia Hiriart est considérée par le magistrat comme «complice» d'une fraude fiscale dénoncée par les Services des

impôts internes (SII) concernant les comptes de son mari à la banque Riggs et dans d'autres banques aux États-Unis.

L'existence de ces comptes n'avait jamais été déclarée au SII.

Le fils cadet de l'ancien dictateur a lui aussi été mis en détention plus tard dans la matinée d'hier pour les mêmes motifs, a-t-on appris de sources judiciaires. Marco Antonio Pinochet Hiriart a été écroué à la prison des Capucins, au centre de Santiago.

Au palais présidentiel de La Moneda, le secrétaire général du gouvernement Oswaldo Puccio a déclaré laconiquement que «personne n'était au-dessus des lois au Chili». Pour sa part, le président de la République, Ricardo Lagos, a indiqué dans la soirée: «Au Chili tous les citoyens sont égaux.»

Pablo Rodriguez, l'avocat de Mme Lucia Hiriart, a affirmé que l'épouse du général Pinochet n'avait «pas eu de participation» dans ces opérations bancaires tandis que l'avocat du fils cadet du dictateur estimait que son client était innocent.

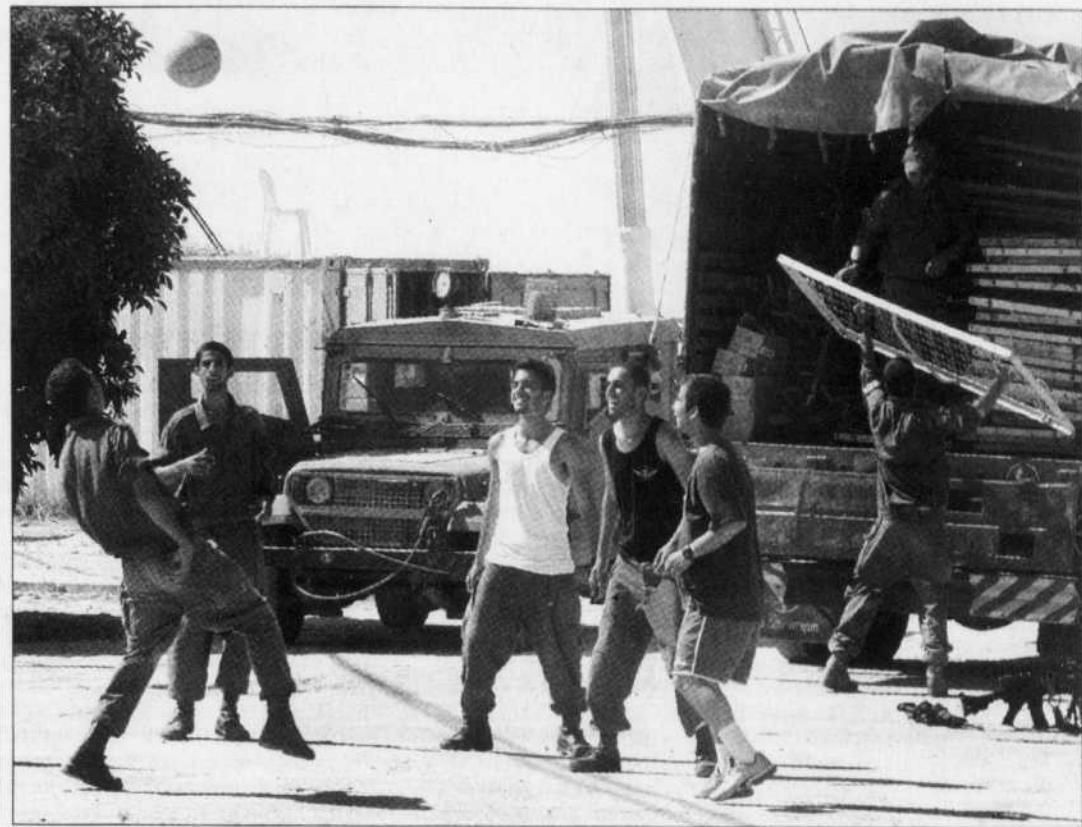
Le juge Munoz a aussi interrogé lundi et mardi plusieurs anciens militaires liés au général Pinochet, comme l'ancien commandant en chef adjoint de l'armée de terre, le général Guillermo Garin, et l'ex-chef de la maison militaire, le général Jorge Ballerino.

L'ancien dictateur âgé de 89 ans a été privé de son immunité début juin par la Cour d'appel de Santiago pour être jugé, mais cette décision doit encore être approuvée ou non par la Cour suprême.

L'existence de comptes secrets du général Pinochet a été révélée, il y a un an, par une commission du Sénat des États-Unis, qui enquêtait sur des opérations de blanchiment d'argent liées au terrorisme.

Le juge Munoz a envoyé des demandes d'information à des tribunaux de New York, de Caroline du Nord, de Floride, d'Oklahoma, de Washington et de Californie. D'autres demandes ont été faites par le juge à des tribunaux de Gibraltar, Londres, Nassau, Hambourg, Caracas, Panama, les îles Caïmans et l'Espagne.

Agence France-Presse



Moment de répit pour des soldats israéliens.

DAN BALILTY REUTERS

Bande de Gaza

Brasse-camarade à Gouch Katif

JEAN-LUC ALLOUCHE

Gouch Katif — Aux quatre barrages filtrants, près de dix kilomètres avant Kissoufim, le point de passage oblique vers le Gouch Katif, une noria de conteneurs pénètre puis quitte cette région du sud de Gaza promise à l'évacuation. Le 15 août prochain, les habitants des colonies auront encore 48 heures pour partir avant qu'une escouade de 17 soldats, de toutes les armes, viennent évacuer chaque foyer...

Le Gouch Katif vit ses dernières heures. Entre résignation colérique pour les uns et sérénité bravache pour les autres. Léa Idels, résidente de Morag, l'une des colonies isolées destinée à être évacuée parmi les premières, fait front: «Nous sommes là avec tous les enfants. Nous avons confiance. Mais, enfin, pourquoi on nous chasse, pourquoi les Juifs doivent-ils toujours souffrir?» A côté, une famille a déjà quitté Morag, des débris traînent devant la porte. Une autre continue d'agrandir sa maison. Des «jeunes des collines», pour beaucoup venus des colonies de Cisjordanie, les yeux rouges d'insomnie, jurent que «ça n'aura pas lieu. Les soldats vont craquer, ils ne peuvent pas chasser leurs frères». Des soldats patrouillent dans les rues écrasées de chaleur. Sans un mot, à part «ça va, mais il fait chaud». C'est la consigne. Ils veillent sur les 40 familles dont les demeures sont à un jet de pierres du nord de Rafah la Palestinienne.

«Mal barré»

À Névé Dékalim, des adolescents tentent de barrer le passage aux porte-conteneurs venus vider les maisons, le groupe de sécurité de la plus importante colonie du Gouch Katif, avec ses 2000 habitants, les repoussent. Un agriculteur remplit avec sa fille son conteneur: «Ce gouvernement n'est pas seulement idiot. Il est totalement mal barré, t'es pas d'accord?», dit-il à un voisin. Partout, des conteneurs, des cartons, des salons chargés de sacs camionnettes. Les deux restaurants de Névé Dékalim ont fermé. Des jeunes aux T-shirts orange avec l'inscription «Qui ose combattre le roi?» (le roi, c'est Dieu) brandent leurs derniers T-shirts orange. Ce slogan fait désormais florès: «L'imbécile» qui ose défier Dieu, c'est «lui», Ariel Sharon.

De jeunes Américains déambulent en T-shirts jaune, la couleur de la Ligue de défense juive, avec cette inscription: «Américains contre l'expulsion des Juifs». Des Béné-Ménaché, Asiatiques des confins de l'Inde et de la Birmanie, qui se considèrent, comme les Falachas d'Éthiopie, comme une des tribus perdues, s'interrogent sur leur avenir. L'un d'eux, Acher, ne sait pas où il ira dans quelques jours. Simone, venue de Marseille depuis huit ans en Israël, restera «jusqu'au dernier moment».

Sur la place centrale, des jeunes, sac au dos, venus «renforcer» les habitants. Et compliquer la tâche des soldats. Une tondeuse rase la pelouse d'un terrain de sport.

Kfar Darom, autre colonie isolée, jouxte les palestiniennes Dar al-Balah et Moughazi. Ici, la presse invitée est canalisée loin du village de tentes des jeunes

infiltrés (quelques centaines au cours des derniers jours). Le député Uzi Landau, opposant au Likoud d'Ariel Sharon et son futur rival aux primaires du parti, est venu «écouter et encourager» les habitants. «Tant qu'une chose n'est pas finie, ce n'est pas fini», déclare-t-il à l'assistance.

«Shalom»

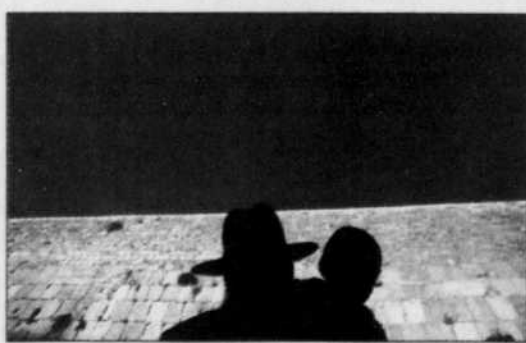
Les organisateurs présentent un petit film, *Aujourd'hui, ils n'ont pas tiré. Ils*, ce sont les Palestiniens avec leurs obus de mortier. Les enfants du village qui disent leur «amour de ce coin, plus sûr que Tel-Aviv», en sont les vedettes. Une mère, avec son enfant dans les bras, apostrophe Uzi Landau, le gouverneur, le Parlement, le ciel: «Les médias disent que nous sommes des extrémistes. Où sont les lignes rouges des autres? Ici, c'est notre maison. Pourquoi on nous chasse? Pourquoi?» Sa question s'achève dans un cri. Un jeune homme avec une prothèse en guise de jambe perdue dans une attaque a noué un ruban orange sur la tige. «Je me sens trahi», lâche-t-il.

Certains habitants de Kfar Darom connaissent leur quart d'heure warholien avec la presse accourue du monde entier. Japonais, Chinois, Irlandais, Portugais, tous rivalisent à les interviewer.

À la sortie de la colonie, une banderole a été tendue: «Kfar Darom ne tombera pas une seconde fois.» Kfar Darom est tombée en 1948 sous les coups de l'armée égyptienne, lors de la guerre d'Indépendance. Kfar Darom sera l'une des premières à être évacuées.

Autour de la bande de Gaza, tous les chemins de terre ont été barrés avec des blocs de béton afin d'empêcher l'infiltration de véhicules tout-terrain d'opposants à l'évacuation de Gouch Katif. Des centaines de véhicules blindés sont tapis dans les champs, parés à l'éventualité que les Palestiniens ouvrent le feu. Les files de porte-conteneurs continuent leur ronde. Dans une station-service, au nord de Gaza, des officiers israéliens repèrent sur leurs cartes les blocs de maisons où ils se présenteront mercredi matin avec une formule déjà prêter: «Shalom. Nous sommes venus pour vous évacuer.»

Libération



À Jérusalem, les nationalistes se sont rassemblés devant le mur des Lamentations

DAMIR SAGOLJ REUTERS

É D I T O R I A L

Ramdam pétrolier

Une fois encore, le prix du baril de pétrole a augmenté. La tendance à la hausse devant se maintenir, il devrait dépasser les 70 \$ d'ici peu avant d'atteindre les 80 \$ au cours de l'automne. En dollar constant, il sera alors égal au record enregistré en 1979. Les conséquences? Elles seront moins dommageables que celles constatées à l'époque.

Rappelons tout d'abord les facteurs poussant les prix du pétrole vers le haut: la soif inextinguible de la Chine et de l'Inde pour l'or noir, le retour en force du nationalisme énergétique, notamment au Venezuela et en Russie, la faiblesse des investissements accordés dans les années 90 à la modernisation de l'infrastructure de production en Irak, en Iran et en Arabie Saoudite, la faiblesse des investissements alloués à la remise à niveau du réseau des raffineries situées aux États-Unis, et enfin... la peur!

Mine de rien, la variable peur a imprimé sur le cours du pétrole une influence plus prononcée que les autres. Elle découle essentiellement de l'instabilité géopolitique qui règne actuellement au Moyen-Orient. Entre la guerre en Irak, l'ambition nucléaire et la désuétude de l'infrastructure pétrolière de l'Iran ainsi que la menace d'attentats en Arabie Saoudite, on calcule que cette variable compte pour 40 % du coût de l'essence.

De prime abord on pourrait croire que la place occupée par ce facteur est plus que prépondérante. Il faut savoir que les deux tiers des réserves prouvées de pétrole sont concentrées dans le golfe Persique. Cela rappelle, on ne sera pas étonné d'apprendre que certains experts en la chose ont estimé que tout acte terroriste visant le pétrole saoudien hisserait le baril aux alentours de 100 \$.

Maintenant la Chine. En 2004, la demande émanant de ce pays a progressé de 16 %. Il s'agissait alors d'un record qui ne se répétera pas avant longtemps. D'ailleurs, au cours du premier trimestre de la présente année, on a observé un net ralentissement de la pression chinoise. Le rythme enregistré est revenu à la normale, soit entre 4 et 5 %. En tout et pour tout, la Chine consomme 8 % du pétrole, soit beaucoup moins que les États-Unis (25 %). Ici et là, on assure qu'il faudra attendre des décennies avant que les Chinois brûlent autant d'or noir que les Américains. La raison en est simple: la taille du parc automobile est faible.

Passons à un aspect financier encore trop peu connu. Au cours des trois dernières années, les caisses de retraite nord-américaines, déçues par les rendements réalisés par des entreprises non énergétiques, ont acheté des masses de titres pétroliers afin de compenser un certain manque à gagner. Échaudées par l'éclatement de la bulle Internet, elles ne tarderont pas cette fois-ci, prévoit-on, à effectuer une prise de profit. En clair, elles vendront des paquets d'actions plutôt que d'anticiper.

Car, en toile de fond, se dessine une augmentation notable de la capacité de production et de raffinage. Selon l'inventaire que la firme de consultants CERA a consacré aux projets en voie d'être complétés, 2007 va se distinguer comme l'année au cours de laquelle l'addition de barils sur une base quotidienne va s'avérer la plus imposante de l'histoire. On estime que, d'ici 2010, 13 millions de ces barils vont s'ajouter aux 83 millions qui sont mis en marché présentement.

En ce qui a trait au nationalisme énergétique, on a la certitude que le président russe Vladimir Poutine va finir par entendre raison. Après avoir démantelé Yukos, le maître du Kremlin, on s'en souviendra, a imposé en février dernier un moratoire sur la propriété étrangère des gisements du pays. Cette situation ne pourra pas perdurer car les Russes ne disposent pas encore de l'expérience et des connaissances technologiques. Poutine ne veut pas conclure des ententes avec BP ou Exxon, avec les producteurs et distributeurs? Il sera dans l'obligation d'en négocier avec Halliburton ou Schlumberger, les constructeurs de réseaux.

Cela étant, la situation actuelle a ceci qui la singularise énormément de celle analysée en 1979 que le taux d'inflation est beaucoup plus faible aujourd'hui. Au sein des pays énergivores, l'inflation est maintenue en dessous de 3 % alors qu'elle était dans les deux chiffres il y a 25 ans de cela. Bref, il n'y a pas panique en la demeure. Du moins pour l'instant.

Pas grave...

Nous vivons décidément une époque formidable, qui nous donne même une républicaine pour monarque! La nouvelle gouverneure générale Michaëlle Jean, nous apprenait hier en une *La Presse*, a fait toutes les tumultueuses démarches requises pour obtenir la citoyenneté française après son mariage avec le cinéaste Jean-Daniel Lafond, lui-même Français d'origine. Mais si les ors de la République française ont tout autant de lustre que ceux de la royauté britannique, les fondements de leurs systèmes politiques ne se concilient pas. Une Révolution est passée chez l'un, qui continue d'être impensable chez l'autre: la Grande-Bretagne n'est-elle pas énamourée du petit-fils héritier, le beau prince William, qui refouette à lui seul toutes les ardeurs royalistes.

La curieuse fantaisie du destin qui permet à une républicaine de naissance (Haïti est l'une des plus vieilles républiques des Amériques), de choix grâce à la France, et peut-être même de conviction, de perpétuer une tradition monarchique fera donc sourire. Et c'est bien là le drame: elle ne fera que ça. Car qui donc accorde encore de l'importance au sens des institutions? Pas ceux qui nomment, ni ceux qui sont nommés, et encore moins ceux qui regardent.

Après tout, devenir Français aujourd'hui n'a rien à voir avec une démarche politique; c'est un geste professionnel, touristique, qui ouvre les portes de toutes les routes d'Europe. Que le Québécois qui n'en rêve pas ose lever la main! Si par la suite l'occasion se présente de représenter la reine d'un autre pays, ma foi, pourquoi pas?

Et puis la reine, il faut en revenir! Quel bla-bla autour du rôle du gouverneur général dans notre système parlementaire: du pur symbolisme à balayer du revers de la main, ont dit électeurs et commentateurs. Ce n'est pas le poste qui compte mais qui l'occupe, et Michaëlle Jean plaît (à 79 % au Canada, 89 % au Québec). Dont acte. Cela permet de faire croire, même à la principale intéressée, qu'elle pourra agir comme bon lui plaira. Dans le cadre, bien sûr, de l'unité canadienne.

Ah! L'unité canadienne! Quel vieux débat, dont on peut si aisément faire l'économie quand l'heure des hommages fédéraux finit par sonner. Même pour un Jean-Daniel Lafond qui fut compagnon de route des grands chantres de l'indépendance, copain-copain des plus militants, et dont l'œuvre est toute imbibée d'un Québec inachevé, il suffit de dire: c'est pas moi le désigné, c'est ma femme, en se tenant fièrement à ses côtés. Quelle importance le reste, puisque tout le monde sourira!

jboileau@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

L'élitisme de Jean Charest est encore à l'honneur!

Une fois de plus, dans les discours du premier ministre, on multiplie les bris de promesses et les volte-face. Après le rapport Ménard sur la santé qui vise encore à faire payer les gens ordinaires, Jean Charest n'exclut pas la possibilité du dégel dit «responsable» des frais de scolarité. Et dire que le Costa Rica et Cuba ont depuis longtemps la gratuité scolaire jusqu'à l'université...

Parlons-en de responsabilité. Depuis la fin des années 90, les organismes ultra-capitalistes que sont l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, Moody's ainsi que certaines grandes firmes comptables dénoncent (timidement, bien sûr!) les politiques fiscales délinquantes du Canada, plus particulièrement celles du Québec, et ce, au risque de faire couler l'économie entière du pays. Il en coûte moins cher pour les compagnies de gérer une entreprise dans la Belle Province que partout ailleurs en Occident. La totalité des compagnies inscrites au Québec ne rapportent que 2,3 milliards \$ aux coffres de l'État mais bénéficient de 5 milliards \$ en subventions chaque année. Pas mal, n'est-ce pas? On nous refille une facture fiscale de 2,7 milliards \$ annuellement pour entretenir les nantis et Charest nous chante qu'il n'a pas d'argent. Son ancien ministre des Finances dénonçait cette pratique, et l'on connaît la suite... Oui, parlons-en de responsabilité!

M. Séguin dénonçait aussi le déséquilibre fiscal qui nous coûte toujours et depuis plusieurs années 52 millions par semaine. Quelle arrogance que celle de Jean Charest de parler de dégel des frais de scolarité et de demander aux fonctionnaires d'être raisonnables en leur offrant une augmentation annuelle de 2,1 %, ce qui ne couvre même pas l'inflation et la hausse du coût de la vie! Qu'il fasse payer la juste part des nantis et qu'il aille chercher nos milliards dans les poches de Paul Martin. Après tout, la prérogative, c'est notre argent! Comme dit si bien l'expression courante, «on a déjà donné».

Marc Beauregard
Montréal, le 9 août 2005

Kamouraska ou Iberville?

Comme toujours, j'ai lu avec grand intérêt l'édition du week-end dernier du *Devoir*.

À la page B6, j'ai fait une petite tournée de l'année 1934 avec vous. J'ai lu, dans un article au coin gauche en bas, la nouvelle parue le 3 août 1934 du décès de la sœur Bonneau. Je ne sais si l'article d'origine comportait la même erreur, mais il y a sûrement confusion, car on y dit que la sœur en question est née à Saint-Athanase de Kamouraska (aujourd'hui dans la MRC de Témiscouata).

Or, il se trouve que je suis né dans ce coin de pays et que, connaissant son histoire, je sais pertinemment qu'il n'y avait aucune habitation ni même appellation chrétienne dans ce lieu en 1859. Les premiers habitants y sont arrivés au tout début des années 1920 (on donnait une vache aux colons qui s'y installaient) et l'appellation chrétienne Saint-Athanase a été donnée en 1922 en l'honneur du donateur d'un harmonium dont le prénom était Athanase.

La sœur Bonneau est fort probablement née à Saint-Athanase d'Iberville dans la belle région du Richelieu. La confusion entre les deux localités est assez fréquente. Je me souviens d'un camionneur qui, dans les années 60, avait parcouru tout le chemin de Montréal à Saint-Athanase de Kamouraska pour livrer une pleine benne de boulons et d'écrous destinés à un pont qui n'existait qu'à Saint-Athanase d'Iberville. J'ai d'ailleurs fait une adaptation très libre de cette histoire dans la nouvelle *Livraison particulière*, parue dans *Possibles* (no 2, vol. 22) au printemps 1998 et dans *Moebius* (no 80) en 1999.

Recevez, Mesdames, Messieurs, mes salutations distinguées.

Francis Lagacé
Montréal, le 9 août 2005

Et Nagasaki?

Les États-Unis avaient plusieurs raisons pour bombarder Hiroshima. Celle la plus souvent mise de l'avant (sauver des centaines de milliers de vies en évitant l'invasion de l'archipel nippon) ne tient pas la route. Les archives américaines et russes révèlent que les Japonais cher-

chaient, bien avant le début de l'été 1945, à se rendre. Ils étaient exsangues, leurs industries d'armement réduites à une peau de chagrin. La seule condition qu'ils demandaient: l'assurance que l'empereur ne serait pas inquiété ou démis. Les États-Unis refusèrent. Comme on sait, ceux-ci laissèrent néanmoins Hirohito sur le trône après leur victoire. Plus solide est l'argument anticomuniste. Il est double. Obtenir la reddition du Japon avant l'entrée en guerre de la Russie contre celui-ci (prévue par les accords de Potsdam pour le 8 août) et empêcher ainsi que les troupes russes pénètrent en Chine avec le risque d'une expansion communiste en Asie. L'autre objectif était d'intimider la colossale puissance militaire russe avec l'arme atomique afin de lui enlever toute velléité d'envahir l'Europe de l'Ouest. Une démonstration en plein désert n'aurait pas eu, dit-on, le même impact, il fallait démontrer la volonté politique de se servir de cette arme terrible contre des civils.

Soit. Tous ces arguments sont recevables. On peut en débattre. Mais Nagasaki? Alors que les Japonais, trois jours plus tard, n'auront pas encore eu le temps de prendre la mesure de ce qui venait de leur arriver? Il n'y a aucune justification pour Nagasaki! Et le fait que cette question soit occultée à chaque commémoration me glace le sang.

Gaétan Leboeuf
Le 8 août 2005

Atrocités japonaises

Si je crois qu'il est nécessaire de souligner le 60^e anniversaire d'Hiroshima et de continuer à se poser des questions quant aux motifs qui ont encouragé le recours à la bombe A, j'estime que c'est aussi l'occasion de rappeler les atrocités commises par le Japon au cours de la Seconde Guerre mondiale et de mettre en lumière la responsabilité du gouvernement japonais d'alors. J'aimerais rappeler le fait que les prisonniers canadiens et alliés détenus au Japon ont été sauvés par cette arme terrifiante puisque l'ordre de les exécuter advenant un débarquement allié avait été donné.

Fabrice Mosseray
Gatineau, le 8 août 2005

LIBRE OPINION

L'argent flambé de la CIBC

JEAN-CLAUDE LAPIERRE
Verdun

La CIBC aurait intérêt à privilégier davantage ses fidèles clients, qui l'ont hissé au troisième rang des banques canadiennes, plutôt que de flamber l'argent qu'on lui confie dans des opérations bancaires complexes et douteuses à l'échelle mondiale.

Les CPG (Certificats de placements garantis) CIBC sont assurés jusqu'à 60 000 \$ par le gouvernement du Canada, donc par les contribuables canadiens, alors que les actions CIBC sont un risque uniquement pour les actionnaires.

John Hunkin, l'ex-président et chef de la direction de la CIBC, a pris sa retraite, millionnaire, le vendredi 29 juillet, avec une rente annuelle à vie dans les six chiffres et des rémunérations globales totalisant 16 millions \$ pour ses deux dernières années à la tête de la banque.

Quatre jours plus tard, le mercredi 3 août, la CIBC annonce son accord pour octroyer 2,4 milliards \$ US aux investisseurs floués dans le scandale financier du courtier américain en énergie Enron, survenu en 2001, en guise de règlement du litige en recours col-

lectif mené par le fonds de retraite de l'Université de Californie.

Fermetures et profits

Sous la direction de John Hunkin, la CIBC a mis en branle un vaste programme de fermeture de succursales bancaires à travers le Canada afin de maximiser les profits et la valeur boursière, entraînant le mécontentement des clients et une diminution du nombre d'employés.

Client régulier du centre bancaire CIBC de Verdun durant 20 ans, j'ai été choqué d'apprendre sa fermeture en 2004, à la suite d'une ordonnance irrévocable du bureau chef de Toronto, qui a mis fin à la présence de la CIBC dans la communauté verdunoise, après un demi-siècle. Une pétition signée par la majorité des clients de la succursale de Verdun demandant aux autorités de la CIBC de surseoir à la fermeture et de maintenir ouvert son centre bancaire situé au cœur du sud-ouest de Montréal, où résident 125 000 personnes, resta lettre morte.

Dorénavant, les irréductibles doivent parcourir 10 kilomètres supplémentaires, aller-retour, pour se rendre à LaSalle afin de rencontrer un employé en chair et en os de la CIBC plutôt qu'un robot automatisé, tout ça

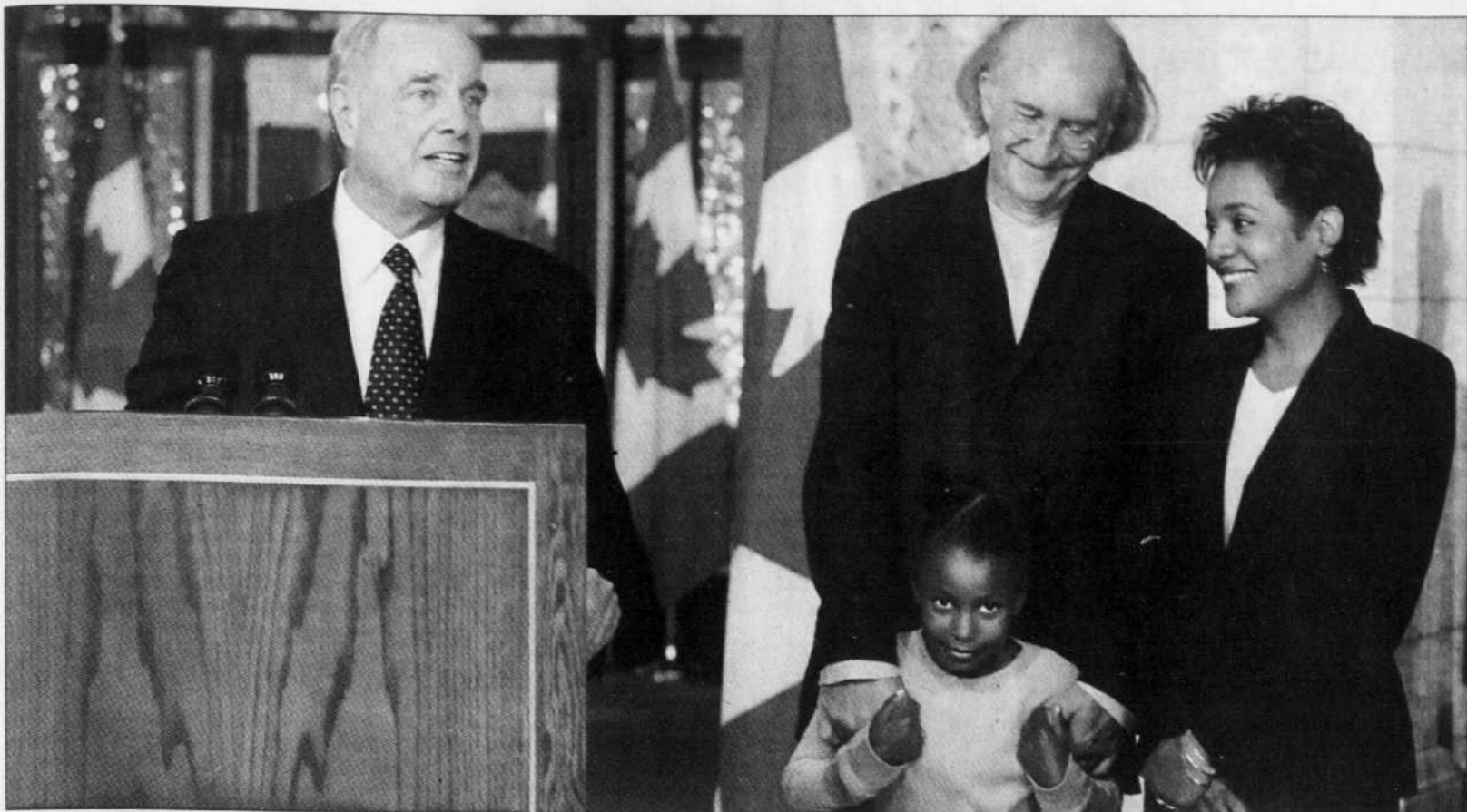
soi-disant pour un «meilleur» service.

Les profits réalisés par la CIBC, l'an dernier, avec ses opérations bancaires canadiennes traditionnelles viennent de s'envoler en fumée à la suite du règlement hors cours pour allégations de fraude voulant qu'elle ait aidé la corporation de Huston Enron à gonfler ses revenus en cachant des dettes.

La CIBC a grandi grâce au parrainage de ses clients canadiens. Est-il concevable qu'une institution bancaire de l'ampleur de la CIBC, avec un si noble passé corporatif, ait permis, en 2004, à un guichet automatique de sa succursale de Moncton de distribuer des billets Canadian Tire plutôt que de l'argent véritable?

Le nouveau p.-d.g. de la CIBC, Gerard McCaughey, un Montréalais diplômé de l'Université Concordia, espère sûrement l'approbation du gouvernement fédéral autorisant la fusion des banques afin de fermer une multitude de succursales bancaires. En attendant, il doit se préoccuper du fait que les clients des centres bancaires CIBC et des marchés mondiaux CIBC aient été au cours des deux dernières années parmi ceux qui ont formulé le plus grand nombre de plaintes au bureau de l'ombudsman des banques canadiennes à Ottawa.

IDÉES



CHRIS WATTIE/REUTERS

Jean-Daniel Lafond, Michaëlle Jean et leur fille Marie-Éden réagissent au discours de Paul Martin lors de l'annonce de la nomination de la nouvelle gouverneure générale. Le mari de la gouverneure générale est un pur indépendantiste qu'une enquête de sécurité n'a pu ignorer. Paul Martin, sachant la chose, a cru jouer un coup de maître en le ralliant, le temps d'un mandat protocolaire.

Michaëlle Jean et les felquistes

RENÉ BOULANGER
Écrivain

Dans les milieux indépendantistes, on a manifesté plusieurs réactions, à la fois de lassitude et d'admiration, à la suite du «bon coup» de Paul Martin, qui a sollicité Michaëlle Jean pour le poste de gouverneur général. Paul Martin ne cache pas qu'il veut ainsi faire progresser le camp fédéraliste au Québec, prenant le risque, comme avec le revirement de Jean Lapierre, de s'aliéner une partie de l'électorat anglophone. Michaëlle Jean est un simple pion dans un jeu d'échecs mais Paul Martin doit miser là-dessus parce qu'il n'a plus grand-chose à offrir au peuple québécois. La promesse d'un nouveau style, voire d'un nouveau fédéralisme, ne s'est jamais concrétisée et pour peu que le mouvement indépendantiste retrouve un peu d'élan, l'édifice bureaucratique canadien risque bien de s'effondrer d'un seul coup.

Mais il reste la campagne d'images, il peut encore reprendre la façade lardée. A cause de la faiblesse des indépendantistes au niveau du contrôle des organes d'information, il peut encore retarder l'échéance.

Déculottés

Incapables de riposte, les indépendantistes se contentent d'encaisser le coup. Il faut bien admettre que Michaëlle Jean, à la figure angélique, au charme enjoué est une figure inattaquable. D'abord, elle n'a jamais fait de politique, peut-on lui reprocher d'avoir changé de camp, d'avoir tourné le dos aux siens? D'autant plus que le prestige de la fonction a permis de domestiquer toute la mouvance intellectuelle québécoise autour des prix du gouverneur général. Quel récipiendaire de ce prix, tout indépendantiste soit-il, peut reprocher à cette amante des arts d'occuper le poste qui permet d'attribuer ce prix si convoité?

Bref, face à cette nouvelle représentante de la monarchie, du colonialisme archaïque, les intellectuels québécois sont déculottés. S'ils s'étaient tenus debout dans les dernières années face à cette politique de domestication, Paul Martin ne pavoiserait pas autant. Il reste que Michaëlle Jean a fait un choix en toute connaissance de cause. Elle a beau être animatrice de Radio-Canada, elle baigne depuis des lustres dans l'atmosphère indépendantiste qui caractérise le milieu intellectuel qu'elle fréquente. Elle sait ce qu'elle fait et contre qui elle le fait. Elle n'est pas apolitique, elle sait qu'elle est au cœur d'une lutte politique cruciale et historique et que le camp qu'elle favorise désormais n'aura de cesse d'affaiblir, voire de détruire, le mouvement indépendantiste dans une stratégie de mise au pas de la nation québécoise.

L'image tiendra-t-elle?

Ceux qui aimaient Michaëlle Jean ont bien raison d'être déçus. Et je suis un de ceux-là. Mais je me

console vite parce que je sais que l'image de ce nouveau couple royal qu'elle forme avec le cinéaste Jean-Daniel Lafond sera bientôt écorchée au Canada anglais et que nous risquons d'assister à une superbe dégringolade qui risque d'être étonnante dans ses conséquences politiques.

Déjà Odile Tremblay, la chroniqueuse cinéma du *Devoir*, qui connaît bien Michaëlle et Jean-Daniel, décrit bien l'impossible situation qu'ils risquent de vivre: «Or Jean-Daniel Lafond est ce documentariste qui a consacré un film à Pierre Perreault, un autre à Jacques Ferron, un autre encore aux felquistes Pierres Vallières et Charles Gagnon: des êtres purs attelés à un rêve d'indépendance. Son nationalisme, Jean-Daniel l'a exprimé à la radio, à travers ses films, ses écrits. Difficile de l'imaginer dans le rôle du prince consort fédéraliste qui retiendra sa langue. Il aime tant parler et le fait si bien.»

Bref, le mari de la gouverneure générale est un pur indépendantiste qu'une enquête de sécurité n'a pu ignorer. Paul Martin, sachant la chose, a cru jouer un coup de maître en le ralliant, le temps d'un mandat protocolaire.

Sauf que Jean-Daniel Lafond n'est pas une Belinda Stronach ou un Jean Lapierre. Il ne frayerait pas avec des politiciens de pacotille mais avec des révolutionnaires. Ceux-là même qui ont provoqué le pouvoir d'Ottawa jusqu'à instaurer la loi martiale et l'occupation militaire du Québec.

Le Canada anglais ne semble pas avoir remarqué encore qu'il a fait un film sur le FLQ, avec comme scénariste Francis Simard, l'un des membres les plus en vue de la cellule qui a enlevé le ministre Pierre Laporte lors de la célèbre Crise d'octobre. Jean-Daniel Lafond l'a probablement connu lors d'un lancement des éditions VLB qui appartenaient dans les années 90 à Jacques Lanctôt, autre membre très connu du FLQ qui avait enlevé le consul britannique James Richard Cross, déclenchant ainsi l'engrenage des événements d'octobre.

Jacques Rose à la maison

C'est à l'un de ces lancements que j'ai connu Jean-Daniel Lafond. Je ne doutais pas qu'il fût indépendantiste, tous les intellectuels québécois le sont à différents degrés. Après la parution de mon premier roman, sachant que je travaillais aussi comme scénariste, il m'a proposé de travailler avec lui sur un film. Je ne suis allé qu'une fois à son appartement de la Petite-Bourgogne mais la visite fut mémorable.

Michaëlle Jean travaillait dans le salon-bureau, elle avait ce sourire si avenant qui la caractérise et, ce jour-là, elle révélait une grâce que l'écran télé ne peut rendre. Bref, elle est encore mieux dans la vie, comme dirait la tribune populaire. Elle se retire pour nous laisser travailler et Jean-Daniel, avant d'attaquer le sujet, me fait visiter les lieux. Il est très fier de sa nouvelle bibliothèque. Il me confie que c'est Jacques Rose qui a fait les dernières rénovations chez lui. Jacques Rose, le deuxième felquiste sur les lieux du drame qui a entraîné la mort du ministre Pierre La-

porte. Comme quoi Jean-Daniel Lafond ne se tient pas avec n'importe qui!

Qui aurait cru que la future gouverneure générale du Canada avait accueilli dans ses murs l'un des révolutionnaires les plus recherchés, avec son frère Paul, par toutes les forces policières canadiennes. Je ne suis pas certain qu'elle se sentait à l'aise avec toutes les fréquentations de son mari, mais en même temps je présume qu'elle a assez de grandeur pour ne pas désavouer cette période de leur vie commune.

Toujours est-il que c'est Jacques Rose, l'habile menuisier qui avait conçu la cache du chemin Queen Mary, qui lui a refait son bureau avec sa précieuse bibliothèque. Jean-Daniel Lafond en était si fier qu'il m'a confié que Jacques Rose, qui n'avait pas perdu la main pour les cachettes mystérieuses, avait fait un double-fond au cas où Jean-Daniel voudrait y cacher des armes. Évidemment, Jean-Daniel en était ravi même s'il doutait d'avoir un jour à se servir de ce double-fond. Mais enfin, ça met tout de même du piquet dans la vie.

Pourquoi je dis tout ça, en sachant que toute la presse anglophone va s'emparer de cette histoire et se mettre à charcuter le couple princier? Parce qu'il le faut, simplement. Paul Martin avait besoin de la pureté et de la naïveté pour l'immoler sur l'autel de l'unité canadienne. Un bel ange nous a été enlevé et sera demain livré aux vautours. Nous devons démasquer la combine de Paul Martin et, pour ce faire, nous servir de la vérité qui est parfois si cruelle.

Mais elle n'était pas cruelle avant ce jour, elle était même sympathique. Nous savions que là-haut, dans la tour de Radio-Canada, derrière son interdit de parole, une superbe conscience, héritière des grandes littératures de son pays, voyait notre combat et attendait son heure pour venir nous rejoindre. Au lieu de cela, elle se retrouvait seule à lutter contre une mer démontée et nous ne pourrions rien pour elle, sauf attendre que la vague la repousse sur nos rivages.

Je pense qu'il faudra alors la recueillir et lui ouvrir à nouveau les bras. Car la haine de notre liberté que révélera la campagne anti-québécoise qu'elle aura suscitée suffira peut-être autant que tous les lacs Meech à nous souder ensemble dans un même et seul destin, nous les Québécois de la séculaire résistance.

Mais peut-être que je me trompe, que Paul Martin, dans l'espoir d'arrêter la marche de l'indépendance, réussira à imposer son choix de Michaëlle Jean comme gouverneure générale et commandant en chef des forces armées canadiennes. Alors, c'est bien vrai qu'il aura réussi un «bon coup».

Mais j'ai comme un doute. J'ai l'impression que dans cette histoire, à double-fond, le dernier mot appartiendra aux illustres revenants politiques que sont les militants du FLQ. Je suis sûr que Paul Martin ne l'attendait pas celle-là.

Texte à paraître dans le journal
Le Québécois,
vol. 5 no 4 (septembre-octobre 2005)



Norman Spector

Un dictateur en mal d'amis

Avec un gouvernement minoritaire, il est facile d'oublier que le Canada était décrit, il y a encore peu de temps, comme une dictature amicale par certains analystes. Mais, comme Paul Martin nous l'a si bien rappelé la semaine dernière, le premier ministre du Canada reste l'un des chefs les plus puissants du monde occidental.

Essayez d'expliquer, à l'étranger, que dans un État fédéral et démocratique une seule personne a le pouvoir de nommer le chef d'État — de facto —, une des deux chambres législatives et les neuf juges de la Cour suprême. A en juger par les réactions suscitées par les dernières nominations de M. Martin, les critiques de notre système sont peu susceptibles d'être satisfaits du remplacement de notre dictateur amical, Jean Chrétien, par un dictateur en mal de nouveaux amis comme Paul Martin.

Certains aimeraient que les membres de la Chambre des communes élisent le chef d'État, comme ils élisent maintenant leur président. Cela se fait déjà en Israël, une pratique qui mène inévitablement au marchandage politique. D'autres proposent que ce soient des membres de l'Ordre du Canada qui choisissent le gouverneur général. Il faut toutefois avouer que la nomination de Michaëlle Jean a été si sage que de telles idées semblent aujourd'hui superflues.

Quand le premier ministre Martin a précisé qu'aucune considération partisane ne l'avait conduit à choisir Mme Jean, je n'ai toutefois pas pu m'empêcher de penser à Pinocchio. Je ne prétends pas que la nomination de Mme Jean soit la norme dans l'histoire du Canada. Mais convenons que la personne la mieux placée pour peser les facteurs complexes qui entrent dans la définition de l'intérêt supérieur des Canadiens est certainement le premier ministre.

Au Canada anglais, si certains ont été heureux de voir que le chef bloquiste, Gilles Duceppe, n'était pas enchanté de cette nomination, les critiques à l'égard de la nomination de Mme Jean n'ont pas manqué non plus. Certains se sont plaints de la nomination d'une «autre» Québécoise, oubliant que le dernier Québécois à occuper ce poste a été Jules Léger, nommé en 1974.

D'autres ont déploré le fait que Michaëlle Jean ne soit pas mieux connue à l'extérieur du Québec, oubliant manifestement que la plupart des Québécois n'avaient jamais entendu parler d'Ed Schreyer ou de Ray Hnatyshyn quand ils ont été nommés gouverneur général du Canada. Ni l'un ni l'autre ne pourraient aujourd'hui rivaliser avec Mme Jean quant à la capacité de jeter des ponts entre les deux solitudes canadiennes.

A l'annonce de sa nomination, Paul Martin a pris soin de souligner l'histoire personnelle de Mme Jean. Cependant, il n'a jamais pris la peine d'expliquer aux Canadiens que sa nomination reflète aussi les profonds changements survenus dans la société québécoise depuis vingt ans.

Malheureusement, beaucoup de Canadiens à l'extérieur du Québec véhiculent toujours les vieux stéréotypes d'une société «pure laine». Ils ne reconnaissent pas le fait que les Québécois ont eux aussi accueilli des immigrants, pourvu que le français soit leur langue commune.

L'histoire remarquable de Mme Jean aidera à atténuer le genre d'inquiétudes qui sont exprimées ces jours-ci en Europe après les attaques à Londres quant aux limites du multiculturalisme. Notons, par contre, que les nominations de nouveaux sénateurs, plus tôt dans la même semaine, ont été très décevantes.

Malgré l'engagement de Paul Martin à «condamner la pratique et la politique du copinage», les nominations tirées de l'assortiment habituel de partisans et de bailleurs de fond — chacun masquant un peu la nomination de l'autre — sont conformes aux pratiques des premiers ministres depuis toujours.

Heureusement, à la différence d'un chef d'État, le Canada n'a aucunement besoin d'un Sénat. Freiner le fonctionnement des députés élus n'est plus acceptable dans une démocratie. Et le manque de légitimité du Sénat en tant qu'assemblée non élue fait obstacle à la représentation des provinces.

Ironiquement, les diverses propositions pour reformer le Sénat renforcent cette tendance. Se dire en faveur d'un Sénat élu permettrait à une personne respectable d'accepter un poste grâce à des relations que la plupart seraient embarrassées de considérer.

Les conservateurs de l'Ouest canadien devraient faire face à la réalité: 35 ans d'agitation politique n'aurait abouti à rien et les possibilités de réaliser un Sénat élu en toute égalité sont pratiquement nulles. Ceux qui sont véritablement offensés par le processus de nomination devraient plutôt unir leurs forces à celles des néo-démocrates pour exiger l'abolition immédiate d'une institution qui, à quelques exceptions près, est à peine plus qu'un marécage de patronage.

Norman Spector est chroniqueur politique au Globe and Mail.

nspector@globeandmail.ca
www.members.shaw.ca/nspector4

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Au service des immigrants

LISE THÉRIAULT

Ministre de l'Immigration
et des Communautés culturelles du Québec

À la suite de ce que vous avez lu et entendu ces jours derniers, il me paraissait important de faire une mise au point. Je serai claire et directe; le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles n'a aucunement l'intention de constituer une liste nominative des nouveaux arrivants qui fréquentent les organismes communautaires. Toutefois, le ministère est présentement en discussion avec ses partenaires, les organismes communautaires qui sont financés pour offrir les services aux nouveaux immigrants qui s'établissent au Québec grâce à son nouveau Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants. Ces discussions portent sur la mécanique à mettre en place afin d'assurer la collecte de données fiables et précises qui permettront par la suite de mieux suivre et de comprendre le parcours d'intégration des nouveaux arrivants.

Je peux vous assurer que ces données sécurisées et dénominalisées dès qu'elles sortiront électroniquement des organismes et ne seront électroniques que pour des fins de statistiques et de recherches. Elles ne concernent que la clientèle rejointe par le Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants, c'est-à-dire les nouveaux arrivants légalement établis à titre de résidents permanents et elles ne visent d'aucune façon à suivre des cas individuels. Aussi, précisons que ces nouveaux citoyens sont en majorité de jeunes personnes dynamiques, hautement scolarisées et exigeantes en terme d'atentes quant aux services offerts par les programmes gouvernementaux.

De plus, rappelons qu'un lien de confiance entre le gouvernement du Québec et les nouveaux arrivants existe déjà puisqu'ils ont été rencontrés en entrevue de sélection ou encore accueillis à l'aéroport. J'aimerais rappeler qu'ils ont déjà donné plusieurs de ces renseignements à partir de leur pays d'origine. Il est donc déraisonnable de prétendre qu'ils refuseraient de s'identifier.

Finalement, il est faux de prétendre que les de-

mandeurs d'asile hésiteront à consulter les organismes communautaires avec la nouvelle façon de faire, car ils ne sont pas visés par cet exercice.

Précisons tout de suite que cette façon de faire a pour but d'évaluer la portée et les résultats de programmes gouvernementaux et qu'une approche similaire a déjà été mise en place graduellement, de 2001 à 2004, par le gouvernement du Canada. Ainsi, partout dans le reste du pays, les organismes communautaires offrent des services d'intégration dans le cadre du programme canadien colligent des données qui sont par la suite sécurisées et dénominalisées pour être utilisées à des fins de recherches et de statistiques. De plus, aucune baisse de clientèle n'a été constatée dans les organismes communautaires.

Alors que nous augmentons le nombre d'immigrants qui viennent s'établir au Québec, nous avons le devoir et l'obligation de faciliter leur intégration. Le gouvernement du Québec entend donc poursuivre, avec ses partenaires, la recherche de moyens qui favorisent la pleine contribution des nouveaux arrivants au développement du Québec.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourgault-Côté (surnuméraire); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (lecteurs); Renée Léo Guimont et Serge Paquin (lecteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Papiève (surnuméraire), Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page d'actualité), Claude Lévesque, Guy Talbot (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Bazzetti et Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyne Hanellin, Alexandre Shabel (commun); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derron, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlene Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Piquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zermato, Olivier Zaida; INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Lolli Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard; L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adiointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

initiative nationale pour accroître les qualifications des travailleurs. Nous devons être plus compétitifs», a-t-il dit.

Une conférence fédérale-provinciale

Le Québec souhaite en priorité que les premiers ministres s'entendent pour réclamer d'Ottawa une conférence fédérale-provinciale sur le financement de l'éducation post-secondaire. «Rappelons-nous que Paul Martin avait pris un engagement formel de faire une conférence annuelle, présidée par lui, avec agenda ou un ordre du jour conjoint», rappelle M. Charest, en appui à sa proposition. A ses yeux, il n'y a aucune raison pour que le premier ministre fédéral refuse.

En 2004, le premier ministre du Québec avait réussi à rallier ses homologues sur la question du financement de la santé. Une conférence fédérale-provinciale avait suivi, en septembre, et Québec avait réussi à signer une entente asymétrique avec Ottawa et à accroître sensiblement le financement fédéral en santé. Il tente cette année de répéter l'opération avec le financement de l'éducation post-secondaire.

Le rodéo des premiers ministres

Par ailleurs, ce fut une journée plutôt festive hier. C'est sur un train historique, le *Royal Canadian Pacific*, qu'ils se sont rendus de Calgary à Banff. Façon de souligner le centenaire de l'Alberta, mais aussi de rendre hommage aux chemins de fer à l'importance mythique pour le «dominion». D'ailleurs, sur le train qui sillonnait les Rocheuses, le CP a remis à tous les passagers un livre souvenir intitulé *La Voie de l'unité*. Plusieurs centaines d'Albertains se tenaient en bordure de la voie ferrée, sous la pluie, drapeau canadien en main, pour saluer le passage du train historique à locomotive H1b Hudson à vapeur, faisant d'authentiques tchou-tchou et tirant des wagons pleins de passagers notoires.

A mi-chemin, aux environs de Kananaskis, ils se sont arrêtés pour assister à un spectacle de rodéo. «Ça me fait penser à mon rapport avec les médias», a lancé à la blague le premier ministre Jean Charest, interrogé par un animateur.

L'activité «sociale» devait constituer une pause touristique dans cette journée préparatoire aux discussions des 10 premiers ministres provinciaux et des représentants des territoires. Mais à cause du froid (il faisait 10 degrés tout au plus), des averse incessantes et du sol boueux, la compétition et le spectacle typique western se sont rapidement transformés en pensum pour la délégation de quelque 200 personnes présentes et pratiquement livrées aux éléments sous des tentes largement ouvertes. *J'ai eu très froid*, a d'ailleurs dit le premier ministre, qui portait jeans, chemise et veste, mais était toutefois chaussé de bottes de cow-boy.

Ralph Klein, superstar

Les hôtes albertains ont pourtant tout fait pour rendre le moment agréable et faire oublier les pieds mouillés. D'abord, les premiers ministres aux sourires figés ont défilé devant la foule transie dans de grandes voitures antiques tirées par des chevaux et accompagnés par les «hee ha» de l'animateur, selon qui «les premiers ministres des provinces sont la force du Canada». Le coloré premier ministre Ralph Klein est même allé jusqu'à jouer le premier rôle dans une comédie western. Chevauchant un étalon blanc, il est apparu déguisé en justicier masqué chargé de libérer une jolie cow-girl blonde prise en otage par de faux hors-la-loi. Après trois ou quatre coups de feu à blanc du premier ministre masqué, les truands grisaient sur le sol. Nul n'a pu dire si la scène, surréaliste à souhait, constituait quelque métaphore des relations fédérales-provinciales à venir.

Le Conseil de la fédération se termine demain.

Le Devoir avec Jocelyne Richer de la Presse canadienne

Sudoku

6	4							1
			9	7				6
	2	1			8	5		
8								2
5	6		8			7		
			5	9				
	8			6	9			
					6	2		
	6		4	3				

0030

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

info@les-mordus.com
www.les-mordus.com

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division de Convois Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

AGASSI

«Il y a tellement de nouveaux visages au sein du circuit, il est agréable d'affronter quelqu'un qu'on connaît, a dit Agassi après son match.

Quand j'ai gagné mon premier tournoi, [Rafael] Nadal avait un an... »

SUITE DE LA PAGE 1

Arnaud Clément (101^e au classement ATP) et Paul-Henri Mathieu (63^e), étonnant tombeur d'Andy Roddick la veille.

On a donc psalmodié des extraits choisis des *Parapluies de Cherbourg* à la place. Elle était jolie, Catherine, là-dedans, tout de même.

Qu'est-ce qu'on fait donc avec des trucs qui ne sont pas terminés au moment d'envoyer la prose sous presse, car le délai s'étire au point où les matchs d'après-midi ont été reportés en soirée et qu'il pleut toujours? On parle d'avant le déluge, tiens.

Du cinquième Français au programme, par exemple, Florent Serra (90^e), qui s'est incliné en trois sets face au Croate Mario Ancic (29^e). Ancic, qui a remporté cette année le tournoi de 's-Hertogenbosch — je le signale pour la seule raison qu'il est formidablement agréable d'écrire «s-Hertogenbosch» et de songer que le lecteur se dira certainement qu'il y a une faute là-dedans —, affrontera maintenant le Britannique d'adoption et ancien citoyen de Pointe-Claire Greg Rusedski.

Où des vieux, pardon, des vétérans, qui se sont produits plus tôt sur le court central, en l'occurrence Andre Agassi, 35 ans, et Jonas Bjorkman, 33 ans. Quand deux gars se sont affrontés pour la première fois en 1996 — aux Internationaux d'Australie, en huitième de finale —, époque lointaine où plusieurs des meneurs du classement mondial actuel fréquentaient encore la 4^e année B, il est permis d'évoquer le temps qui fuit sans pitié et de fredonner, pourquoi pas, *Hier encore*. Du reste, Agassi, qui semble être là depuis toujours et est le doyen du circuit ATP, ne s'émue pas de ce qu'on soulève la question en sa présence. «Oui, mais je suis le meilleur joueur de plus de 30 ans», dit-il en rigolant.

«Il y a tellement de nouveaux visages au sein du circuit, il est agréable d'affronter quelqu'un qu'on connaît, a-t-il dit après son match. Quand j'ai gagné mon premier tournoi, [Rafael] Nadal avait un an... »

En tout cas, hier, il paraît avantageux. Il est encore le 7^e au monde, et tête de série n° 4 de cette coupe Rogers. Bjorkman le Suédois, qui s'est déjà hissé au 4^e rang mondial en 1997, occupe la 129^e place. A Montréal, il a dû passer par les qualifications pour accéder au tableau principal. Les deux s'étaient déjà rencontrés quatre fois en carrière, et Agassi avait tout le temps gagné.

Et le plus vétéran a gagné, mais c'a été un peu plus long qu'on aurait pu l'anticiper. Agassi semblait filer vers une promenade d'agrément, mais les choses se sont corsées par la suite. Finalement, trois sets, 6-1, 3-6 et 6-2.

Il faut d'ailleurs noter, par-delà les services et les volées et les décroisés et les passings et les bris, un élément fondamental qui pourtant passe inaperçu après des prétendus experts: à 5-1 au premier set, Agassi, qui semblait éprouver des ennuis avec sa casquette, a décidé de l'enlever. Un public connaisseur,

qui sait que c'était bien mieux dans le temps quand tout le monde jouait nu-tête et qu'il y avait juste six jeux dans une manche, l'a alors chaudement applaudi. Vive les vieux, songeai-je tout de go.

A la manche suivante, lorsque le soleil s'est remis à faire de torrides risettes — car il y en avait à l'époque, vers 14h —, il s'est de nouveau couvert le chef. Andre Agassi, ruminai-je illico, est encore trop jeune. Mal lui en prit d'ailleurs, puisqu'il a perdu le deuxième set.

Puis, en début de troisième manche, il a de nouveau enlevé sa casquette. Et il a filé vers la victoire sans même un coup d'œil dans le rétroviseur de l'inquiétude (c'est de la poésie de fond de court).

On sait bien, personne n'en parle, mais vous savez-vous, hein, de Guy Lafleur, de ce qui est arrivé quand il a abandonné le maudit casque?

Ben voilà. Toute est dans toute.

♦ ♦ ♦

Puisqu'on parlait hier de Majorque et de l'ahurissement lié au fait que deux joueurs de très haut calibre — Rafael Nadal et Carlos Moya — viennent d'une île aussi petite, et puisqu'il est question aujourd'hui de Mario Ancic, notons un petit détail pas piqué des hannetons. J'avais d'ailleurs évoqué la chose l'an dernier à semblable date, mais je suis persuadé que c'est tombé dans l'oreille d'un sourd qui avait le ventre affamé, comme disait Teilhard de Chardin.

Au fil des ans, donc, cinq joueurs croates ont atteint le top 50 du tennis mondial qui sont tous originaires de la ville de Split: Agassi, Goran Ivanisevic, Nikola Pilić, Zeljko Franulovic et Marco Ostojic. Mais il y a encore mieux: ils viennent tous de la même rue. La rue Firule en l'occurrence, à l'extrémité de laquelle se trouve un club de tennis qui, faut-il croire, excelle dans l'enseignement des compétences transversales. Selon un voisin qui s'appelle Veso Matijas, toutefois, le succès des riverains de la Firule tiendrait plutôt à «l'atmosphère méditerranéenne spéciale» qui y règne.

C'est encore mieux que San Pedro de Macoris. Par ailleurs, je suis disponible pour un reportage sur place sur l'atmosphère méditerranéenne spéciale.

♦ ♦ ♦

Note à moi-même: je veux bien que le quotient intellectuel d'une foule soit de 50 % inférieur (environ) à celui du moins allumé de ses membres, mais si un jour je fais la vague, et de surcroît pendant un match de tennis, je veux bien être placé dans une camisole de force — aujourd'hui, grâce à la rectitude politique, il paraît qu'il faut dire «un maillot de corps à armatures de sûreté pour personnes ayant une hyperactivité défavorisant le comportement relationnel —, institutionnalisés et déclaré irrécupérable.

Non mais. La vague. Au tennis. Un festival avec ça?

Le Devoir

FEMMES

En Tanzanie, l'espérance de scolarisation n'est que de cinq années, alors qu'elle est de 14,5 au Canada et de 16 aux États-Unis

SUITE DE LA PAGE 1

arrivons enfin devant une vaste maison jaune à étages qui tranche dans ce décor de brique et de broc: c'est la Maison Kiwohede. Déjà, j'entends les filles chanter et frapper dans leurs mains.

Zuhura Kimera, une travailleuse sociale, m'invite à la suivre. Les chansons redoublent de décibels à mesure que j'approche. Nous débouchons sur une salle où une cinquantaine de filles âgées de 9 à 17 ans, debout, chantent à gorge déployée, toutes animées d'un sourire à faire fondre les pôles.

L'histoire de la plupart de ces filles prostituées se résume ainsi: elles ont été recrutées dans leur campagne pauvre (la population tanzanienne est à 70 % rurale) avec la promesse d'un emploi d'aide domestique et celle d'une vie meilleure. Une vie meilleure? Oui, simplement pouvoir dormir dans un vrai lit et manger tous les jours. Souvent leurs parents ont conclu une entente avec l'employeur. Rendues à destination, dans la grande ville, de Dar es-Salaam, Dodoma, Arusha ou Mbeya, c'est la désillusion totale: les hommes de la maison, père, fils, oncles, abusent d'elles; elles sont privées de salaires, de repos, de nourriture, dans la plus parfaite ignorance qu'elles ont des droits. Parfois elles sont forcées de travailler dans des clubs de nuit ou des débits d'alcool. Quand elles arrivent à s'en échapper, c'est pour se retrouver dans la rue à se prostituer pour ne pas crever de faim.

La salle, surchauffée en cette fin d'après-midi, sent la sueur et les larmes qui ont séché sur des joues creuses. Les filles ont composé une chanson pour moi. «Nous t'attendons, nous t'attendons, visiteuse blanche venue de loin. Nous t'attendons, nous t'attendons, bienvenue chez nous à Kiwohede.» Une petite, labas au fond, semble hésiter à me montrer son visage à moitié caché dans un voile qu'elle triture de sa main. La Tanzanie compte une population pour moitié chrétienne et pour moitié musulmane.

C'est Justa Mwaituka, mi-quarantaine, qui a mis sur pied le projet Kiwohede il y a une dizaine d'années. Les filles l'appellent «Mamma J». «Je suis fière d'être une pionnière en matière de prostitution des enfants ici. Avant, personne ne parlait de ce fléau qui touche mon pays comme un bon nombre d'autres pays africains ou asiatiques.» Il y aurait, d'après les spécialistes, au moins 30 000 enfants, surtout filles et fillettes, pris dans les filets du commerce du sexe dans les grandes villes de Tanzanie, et un million à la grandeur de l'Afrique et de l'Asie. «Les débuts du projet Kiwohede [Kiota Women Health and Development Organization] ont été difficiles. Nous avons rencontré d'énormes résistances. Les hommes refusaient d'admettre l'existence du problème.»

Le projet Kiwohede vise à offrir aux filles des solu-

tions de rechange à la prostitution. En leur proposant de retourner chez leurs parents à la campagne, ou de s'inscrire à l'école, ou encore d'apprendre un métier comme celui de couturière. On leur enseigne aussi les principes d'une bonne santé corporelle et sexuelle, et ceux de la planification des naissances. «On leur apprend, dit Justa, qu'elles sont des personnes humaines avec des droits et de la dignité, et qu'elles peuvent dire non à des employeurs abusifs.»

A Kiwohede, les filles sont aussi invitées à se soumettre, sur une base volontaire, au test du VIH. Plusieurs d'entre elles découvrent qu'elles sont séropositives. «A elles nous offrons un suivi médical et tâchons de les sensibiliser au danger de transmettre la maladie», explique Justa Mwaituka. L'ONG canadienne SUCO finance d'ailleurs cette partie des activités de Kiwohede relative au VIH. Justa Mwaituka a été invitée à faire partie du conseil d'administration de SUCO dont le siège est à Ottawa.

Kiwohede compte aujourd'hui 16 centres d'accueil répartis à travers la Tanzanie. «Bien sûr, poursuit Justa, toutes les filles ne s'en sortiront pas. Certaines retourneront faire de la prostitution, ou retourneront sous la coupe d'employeurs malveillants. Mais au moins elles seront averties. Et elles sauront que Kiwohede continue d'exister pour les aider. L'important, c'est qu'elles sachent. Après, elles feront ce qu'elles veulent.»

J'ai noué conversation avec les filles qui m'ont accueillie tout à l'heure avec chants et vivats. Je leur demande si elles ont des rêves. Des tas de mains agitées se lèvent pour me répondre. Zuhura, la travailleuse sociale, traduit pour moi du swahili au français. Paulina a 12 ans. Elle veut devenir médecin. Hadija a 15 ans. Elle veut devenir avocate pour défendre les droits des enfants. Sylvia, 13 ans, rêve d'être pilote et de s'envoler loin au-dessus de la terre. Zainabu, elle, à 17 ans, voudrait tout simplement pouvoir continuer ses études. Je rêve avec elles. Je leur souhaite la meilleure chance du monde et aussi du courage. Elles applaudissent et se remettent à chanter.

Mais leurs rêves seront ardues à réaliser. Une tout autre réalité les guette. En Tanzanie, l'espérance de scolarisation n'est que de cinq années, alors qu'elle est de 14,5 au Canada et de 16 aux États-Unis. Et le système d'enseignement secondaire public n'arrive à accueillir que 20 % des élèves qui terminent leurs études primaires. Dans les centres d'accueil Kiwohede, seulement 300 des 8000 filles qu'ils abritent font actuellement leurs études secondaires. Même pas 4 %.

Collaboration spéciale

Monique Durand s'est rendue en Tanzanie grâce à un programme de l'ACDI destiné aux journalistes.

Demain: Apprendre à lire pour une vie meilleure

MALAISE

SUITE DE LA PAGE 1

de cette histoire dans son édition d'aujourd'hui.

Dans son texte — reproduit aujourd'hui dans notre page *Idees* — il ne mâche pas ses mots. «Ceux qui aimaient Michaëlle Jean ont bien raison d'être déçus. Et je suis un de ceux-là. Mais je me console vite parce que je sais que l'image de ce nouveau couple royal qu'elle fait avec le cinéaste Jean-Daniel Lafond sera bientôt écorchée au Canada anglais et que nous risquons d'assister à une superbe dégringolade qui risque d'être étonnante dans ses conséquences politiques», écrit-il.

Les relations que M. Lafond a longtemps entretenues avec d'anciens membres du FLQ, non seulement dans le cadre de son travail de cinéaste mais aussi dans la vie de tous les jours, représentent le point central du texte de René Boulanger. «Le mari de la gouverneure générale est un pur indépendantiste qu'une enquête de sécurité n'a pu ignorer. Paul Martin, sachant la chose, a cru jouer un coup de maître en le ralliant, le temps d'un mandat protocolaire. Sauf que Jean-Daniel Lafond n'est pas une Belinda Stronach ou un Jean Lapierre. Il ne fraye pas avec des politiciens de pacotille mais avec de purs révolutionnaires. Ceux-là mêmes qui ont provoqué le pouvoir d'Ottawa jusqu'à instaurer la loi martiale et l'occupation militaire du Québec», peut-on lire.

René Boulanger explique même en détail la visite qu'il a effectuée à la résidence de Jean-Daniel Lafond et Michaëlle Jean au début des années 90, visite au cours de laquelle le cinéaste lui a expliqué que sa bibliothèque avait été construite par le célèbre felquist Jacques Rose et qu'elle contenait un double fond pour cacher des armes si nécessaire.

Bref, M. Boulanger soutient que Jean-Daniel Lafond est loin du fédéraliste modèle et encore plus loin du monarchiste. Mais a-t-il pu changer d'idée depuis quelques années? Joint par *Le Devoir* hier, René Boulanger estime que c'est peu probable. «Il serait surprenant qu'il ait changé de bord à 180 degrés», dit-il. Il n'est pas Jean Lapierre [qui a déjà siégé pour le Bloc québécois avant de devenir au PLC]. Il s'engage à fond dans ce qu'il fait et, dans les milieux intellectuels qu'il fréquente, tout le monde est un peu souverainiste à différents degrés.»

Jacques Lanctôt, impliqué dans les événements d'octobre 1970 et aujourd'hui éditeur, n'ose pas s'avancer. «Je ne sais pas où il se situe maintenant», dit-il, lui qui l'a côtoyé à plusieurs reprises, notamment en tant qu'éditeur. «Je n'ai aucune idée.» La veuve de Pierre Perrault, Yolande Simard, disait au *Devoir* il y a quelques jours que M. Lafond était souverainiste. «Avec nous, il l'était, avec d'autres, je ne sais pas», a-t-elle dit.

Du point de vue du public, Jean-Daniel Lafond était, jusqu'à la nomination de Mme Jean au plus haut poste du pays, un documentariste engagé. Il y a une douzaine d'années, M. Lafond a aussi dirigé le documentaire *La Liberté en colère*, dans lequel les anciens felquistes Robert Comeau, Pierre Vallières, Charles Gagnon et Francis Simard se retrouvaient au moment du référendum de Charlottetown et revenaient notamment sur les événements d'octobre 1970.

Selon M. Boulanger, il ne peut s'agir d'une coïncidence, notamment lorsque Jacques Rose a bricolé sa bibliothèque. «Voyons, il n'a pas pris le nom de Rose dans le bittin! C'est un ami et il savait que Rose est habile de ses mains. Qu'il construise sa bibliothèque ne m'a pas surpris du tout», dit-il.

Le cinéaste s'est toutefois brouillé avec certains felquistes vers la fin des années 90. Plusieurs ex-membres du FLQ n'avaient pas apprécié ses propos tenus dans le journal *Voix* en 1999, où il parlait de la thèse, déjà évoquée maintes fois, que c'est le gouvernement fédéral, et non le FLQ, qui aurait assassiné le ministre Pierre Laporte. Francis Simard avait alors riposté dans une lettre à l'hebdomadaire, affirmant que M. Lafond était un être «imbu de lui-même jusqu'au ridicule».

Aujourd'hui, René Boulanger affirme avoir écrit ce texte dans *Le Québécois «pour montrer au Canada anglais qui est leur nouveau résident de Rideau Hall»*. «Comme souverainistes, on se sent trahis, a-t-il dit au *Devoir*. Mme Jean n'a jamais pris position, elle n'a rien à se reprocher, mais lui, il est maintenant obligé d'endosser ce qu'elle fait. C'est une fonction de couple. Je trouve ça fort, parce que la fonction de gouverneur général, c'est le symbole suprême de l'oppression canadienne-anglaise. C'est dommage que le gouvernement fédéral ait réussi à récupérer l'image de Mme Jean et M. Lafond. En mettant un souverainiste à Rideau Hall, Paul Martin nous lime les dents. Les souverainistes sont plutôt atterrés.»

Au bureau du premier ministre Paul Martin, on jugeait cette sortie du journal *Le Québécois* nettement exagérée. «Mme Jean intimide certaines personnes et le site Internet [du journal *Le Québécois* où est publié l'article présentement] est visiblement tenu par une de ces personnes. C'est offensant de voir quelque chose comme ça», a soutenu au *Devoir* Mélanie Gruet, porte-parole du premier ministre, qui réagit à la place de M. Lafond.

Le bureau de Paul Martin affirme que «jamais Jacques Rose n'a renoué la maison de M. Lafond et Mme Jean» et que la bibliothèque qu'il a construite «ne contient aucun double fond pour les armes». Le témoignage de M. Boulanger n'est simplement pas véridique, avance le bureau du premier ministre. «On était très au courant de ses documentaires, on a regardé ça, c'est sûr», dit Mélanie Gruet. Mais on n'a pas vu de problème.»

Les différents partis politiques à Ottawa jouaient de prudence hier, refusant de commenter la situation. Au NPD, on affirmait simplement qu'il fallait prendre garde de ne pas conclure à une «culpabilité par association». «C'est Mme Jean qui a été nommée, pas M. Lafond. Ce qu'il a fait ou va faire a moins d'importance que le mandat qu'elle va se donner. Ça reste une bonne nomination», a soutenu au *Devoir* Jean Crowder, députée du NPD et critique du parti en matière de situation des femmes.

Le Devoir

Précision

En page une de notre édition de mardi dernier, nous avons publié une photo du philosophe Raymond Klibansky accompagnant un texte sur son décès. Cette illustration était tirée d'un documentaire de l'ONF sur la vie de M. Klibansky. Malencontreusement, nous avons omis de mentionner le nom de la réalisatrice du documentaire. Il s'agit d'Anne-Marie Tougas.